



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Tchad

Programme d'appui au développement rural dans le Guéra (PADER-G)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 5-20 Juin 2013

Date du document: 01/07/2013

No. du Projet: 01582

No. du rapport: 3094-TD

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes.....	iii
Introduction	1
Vue d'ensemble de l'exécution du Programme d'appui au développement rural dans le Guéra (PADER-G).....	
Produits et effets.....	
État d'avancement de l'exécution du Programme d'appui au développement rural dans le Guéra (PADER-G).....	
Aspects fiduciaires.....	
Durabilité	13
Autres	13
Conclusion	14

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Programme d'appui au développement rural dans le Guéra (PADER-G) et notes attribuées.....	15
Basic Facts.....	15
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	19
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus.....	25
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI).....	29
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie.....	35
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement.....	39
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation.....	41

Annexes

Annexe 1	Suivi des recommandations de la 1ère mission de supervision du FIDA du 26/11 au 07/12/2012	42
Annexe 2	Reconstitution du Compte Désigné	47
Annexe 3	Rapport détaillé sur la gestion financière	48

Sigles et acronymes

AF :	Accord de Financement
AFD :	Agence Française de Développement
AG :	Assemblée Générale
AGO :	Assemblée Générale Ordinaire
AGR :	Activité Génératrice de Revenus
AM :	Aide-Mémoire
ANO :	Avis de Non Objection
AON :	Appel d'Offres National
ASE :	Assistant Suivi-Evaluation
ATPC :	Assainissement Total Promu par la Communauté
BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BS :	Banque de Soudure
CAJDG :	Collectif des Associations des Jeunes pour le Développement du Guéra
CEC :	Caisse d'Épargne et de Crédits
CELIAF :	Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines
CD :	Compte Désigné
CDA :	Comité Départementale d'Action
CGPE :	Comité de Gestion du Point d'Eau
CIDR :	Centre International de Développement et de Recherche
CMOP :	Cellule d'appui à la Mise en Œuvre des Projets financés par le FIDA
CNCPR :	Conseil National de Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad
COBAC :	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
COGES :	Comité de Gestion
COJO :	Commission d'Ouverture et de Jugement des Offres
CP :	Comité de Pilotage
CPM :	Chargé(e) de Portefeuille
CR :	Caisse Rurale
CU :	Caisse Urbaine
DAO :	Dossiers d'Appel d'Offres
DEPP :	Direction d'Etude des Programmes et des Projets
DPD :	Demande de Paiements Directs
DRF :	Demande de Renouvellement de Fonds
ECD :	Etats Certifiés des Dépenses
EMF :	Etablissement de Micro Finance
FCFA :	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA :	Fonds International de Développement Agricole
FRAO :	Fondation Rurale d'Afrique de l'Ouest
HIMO :	Haute Intensité de Main d'œuvre
IEC :	Information-Education-Communication
IO :	Intermon Oxfam
MAI :	Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation
MEPCI :	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale
MHUR :	Ministère de l'Hydraulique Urbaine et Rurale
MIE :	Ministère des Infrastructures et Équipements
MINFIB :	Ministère des Finances et du Budget
MMPFJ :	Ministère des Microcrédits et de la Promotion des Femmes et des Jeunes
OCMP :	Organisme Chargé des Marchés Publics
ONDR :	Office National de Développement Rural
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
OP :	Organisation des Producteurs
PADER-G :	Programme d'Appui au Développement Rural dans le Guéra
PADL-GRN :	Programme d'Appui au Développement Local et à la Gestion des Ressources Naturelles
PAFIT :	Programme d'Appui à la Finance Inclusive au Tchad
PAM :	Programme Alimentaire Mondial
PAR :	Portefeuille à Risque
PE :	Point d'Eau
PM :	Passation des Marchés
PPM :	Plan de passation des marchés
PROADEL :	Projet d'Appui au Développement Local

PROHYPA :	Projet d'Hydraulique Pastorale en zone Sahélienne
PSANG II:	Projet de Sécurité Alimentaire au Nord Guéra-Phase II
PTBA :	Programme de Travail et Budget Annuel
PTF :	Partenaire Technique et Financier
RAF :	Responsable Administratif et Financier
RC1/2/3 :	Responsable de Composante
RCM :	Radio Communautaire de Mongo
RIEC :	Responsable IEC
RPM :	Responsable Passation des Marchés
RSE :	Responsable Suivi-Evaluation
SAF :	Service Administratif et Financier
SIG :	Système d'Information et de Gestion
SIM :	Système d'Information de Marché
SE :	Suivi-Evaluation
SSE :	Système de Suivi-Evaluation
SYGRI :	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TDR :	Termes de Références
UCEC-G :	Union des Caisses d'Épargne et de Crédit du Guéra
UCGP :	Unité de Coordination et de Gestion du Programme
UNDSS :	United Nations Department for Security and Safety
USD:	Dollar des États-Unis d'Amérique

Introduction¹

1. Une mission de supervision du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et du Gouvernement Tchadien a séjourné au Tchad du 5 au 20 juin 2013 pour la seconde supervision du Programme d'Appui au Développement Rural dans le Guéra (PADER-G). Cette mission avait pour objectifs d'évaluer : (i) l'état d'avancement des activités programmées en 2013 ; (ii) le niveau d'appropriation des approches et outils de mise en œuvre par les acteurs impliqués dans l'exécution du PADER-G ; (iii) les problèmes et contraintes rencontrés ; et (iv) les mesures d'améliorations nécessaires pour atteindre les résultats que s'est fixé le Programme en 2013.

2. Ratifié par le Gouvernement en octobre 2011, le PADER-G a été lancé en mai 2012, après le recrutement de son équipe de gestion et de coordination (UCGP). Il a pour objectif global de contribuer à construire les bases préalables à une amélioration durable de la sécurité alimentaire et des revenus des populations rurales dans le Guéra. Pour ce faire, il poursuit 3 objectifs stratégiques corrélés : (i) l'accès à l'eau potable, la disponibilité des céréales en période de soudure et le désenclavement des zones à potentiel agricole; (ii) la mobilisation de l'épargne locale et la création d'une structure d'offre de services financiers viables et adaptés aux besoins des populations rurales; et (iii) le renforcement des capacités des organisations de producteurs (OP) à la base et de la capacité de leurs représentations à leur rendre des services.

3. La mission a travaillé en collaboration avec (i) l'UCGP et ses prestataires (CIDR et Intermon Oxfam, dénommé I.O), ainsi que (ii) les Ministères et structures concernés par sa mise en œuvre, et notamment le Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation (MAI), le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale (MEPCI), le Ministère de l'Hydraulique Urbaine et Rurale (MHUR), le Ministère des Infrastructures et des Equipements (MIE), le Ministère en charge des Microcrédits (MMPFJ), la Cellule d'Appui à la Mise en Œuvre des Projets financés par le FIDA (CMOP), le Conseil National de Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad (CNCPR), et la Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines (CELIAF). La mission a été reçue par le Secrétaire Général Adjoint du MAI, par Mme le Gouverneur du Guéra, par Mrs les Préfets de Barh-Signaka et d'Abtouyou, et par M. le Secrétaire Général du Département de Mangalmé. Des séances de travail ont également été organisées avec les autres parties prenantes au Programme ainsi que le réseau des caisses d'épargne et de crédit du Guéra (UCEC-G), les populations cibles à travers les OP, CGPE, COGES au cours de rencontres organisées dans les villages à Niargui, Baro, Dirbeye, Madoul, Barlo 1, Boubou, Mosso, Mari, Moundjino 1, Sara Kenga et Abtouyou. La mission a pu en outre voir des réalisations physiques telles que les points d'eau (PE) et les magasins réhabilités, les chantiers de construction des caisses urbaines (CU) de Mangalmé et de Melfi, ainsi que les espaces réservés à l'extension de certaines caisses rurales (CR).

4. Une réunion de partage des conclusions de la mission s'est tenue le 13 juin 2013 avec l'UCGP du PADER-G et ses opérateurs de mise en œuvre. La réunion de restitution s'est déroulée le 19 juin 2013, sous la présidence de M. Le Secrétaire Général du MEPCI. La mission tient à préciser que les conclusions et recommandations contenues dans l'aide-mémoire (AM) sont provisoires et devront être endossées par le FIDA. Pour faciliter la lecture de l'AM, une liste d'acronymes et d'abréviations est insérée à la fin de celui-ci. La mission exprime ses remerciements aux Autorités et aux partenaires du PADER-G pour leur précieuse collaboration et leur disponibilité tout au long du séjour.

¹ Composition de la mission: Composition de la mission: Pour le FIDA, Mme A. Lhommeau (chargée de portefeuille Tchad et R.C.A), Mr P. Ngaleu (consultant en développement et finance rurale), Mr A. Alou (spécialiste en gestion financière), Mr M. Sow (spécialiste en passation des marchés) et Mr. G. Tordini (en appui à la CPM). Pour la contrepartie gouvernementale, outre l'UCGP du PADER-G, la mission a été accompagnée par Dr. P. Kandjé (Directeur adjoint DEPP/MAI), les points focaux des ministères partenaires (MAI, MEPCI, MIE, MHUR, MMPFJ), les responsables locaux du MAI et du MIE, la CMOP, le CNCPR, la CELIAF, le CAJDG, et pour les opérateurs : Mr. J.J. Koutete (UCEC-G/CIDR), et Mr.L.M. A. Ayissi et son équipe (IO).

Vue d'ensemble de l'exécution du Programme d'appui au développement rural dans le Guéra (PADER-G)

5. Cette supervision intervient 19 mois après l'entrée en vigueur du PADER-G (ratification le 18 octobre 2011), dont 13 mois de mise en œuvre (depuis l'atelier de lancement en mai 2012). A la date du 31 mai 2013, le PADER-G a atteint 45% des réalisations physiques qu'il s'est fixé pour 2013. A la mi année, il n'est donc pas en retard par rapport à sa programmation annuelle, mais connaît un décalage par rapport à l'exécution financière de son budget 2013, estimée à 23%. Ce décalage est en grande partie dû au retard de transmission par les opérateurs partenaires du PADER-G –I.O et dans une moindre mesure le CIDR – des pièces justificatives de dépenses de leur avance de démarrage, pourtant disponibles en bonne et due forme.

6. **Concernant l'amélioration des infrastructures de base**, les avancées sont probantes. Avec l'appui de I.O et en consultation avec les autorités locales et les populations bénéficiaires, l'UCGP a entre autres effectué (i) l'élaboration d'un guide méthodologique pour le ciblage des villages bénéficiaires des nouveaux ouvrages en eau potable, (ii) l'identification subséquente de ces villages, le diagnostic et l'encadrement de 30 anciens comités de gestion des points d'eau (CGPE) mis en place par le PSANG II, (iii) la réhabilitation de 18 anciens PE, (iv) l'élaboration d'un guide méthodologique pour le ciblage de nouveaux villages bénéficiaires des banques de soudure (BS), (v) la réhabilitation de 6 anciens magasins villageois du PSANG II, ou encore (vi) la réception des travaux de l'Antenne de Melfi. Les principaux résultats sont présentés en section C ci-après.

7. **Concernant l'amélioration de l'accès aux services financiers ruraux**, le PADER-G, dans le cadre de la convention avec le CIDR, a entre autres assuré : (i) le lancement des travaux de construction de 2 nouvelles caisses urbaines (CU); (ii) le lancement des DAO pour l'extension physique de 3 caisses rurales; (iii) l'appui à la tenue de 10 AG dans les caisses (CEC), CU et pour l'Union, au cours desquelles (a) il a été relevé que le taux ciblé de 35% de femmes dans les organes de gestion avait été atteint et (b) un organe de déontologie a été mis en place au niveau de l'Union ; ou encore (iv) la formation des élus des caisses rurales et des cadres techniques. Au total, le processus de reconfiguration et de professionnalisation des CEC est pratiquement achevé, tandis que l'agrément COBAC pour le réseau UCEC-G n'est pas encore acquis.

8. **Concernant le renforcement des capacités des OP à la base et de leurs représentations**, les résultats portent sur l'encadrement de 40 premières OP dans (i) l'élaboration et/ou la révision de leurs textes de base ; et (ii) la restructuration de leur instance de gestion. Le détail des réalisations est présenté en section C ci-après, mais il est à noter que les moindres réalisations de cette composante s'expliquent principalement par (i) la mise en place tardive de l'équipe d'I.O; et (ii) par les lenteurs dans la transmission à l'UCGP de ses pièces justificatives de dépenses, ne permettant pas d'engager la seconde tranche de financement. Cette situation perdurant, l'UCGP n'a cependant pas saisi formellement le FIDA pour lui demander de l'appuyer à résoudre les contraintes rencontrées.

9. **Concernant la coordination, la gestion, et le suivi-évaluation**, l'UCGP (i) a mis en place des moyens de travail et des outils méthodologiques (SE, communication, gestion) et (ii) assure une bonne gestion des ressources humaines. Elle fait preuve d'une bonne capacité organisationnelle et de prise d'initiatives. Les missions de suivi de terrain se font à une fréquence régulière, en association avec les points focaux du PADER-G et avec la DEPP/MAI. Le système de suivi-évaluation (SSE) est opérationnel et renseigné. Il entend également permettre aux opérateurs et au MAI de consulter les avancées du PADER-G en temps réel. Pour assurer une bonne compréhension du PADER-G par les populations cibles, la synergie entre les composantes techniques, et donc également entre les opérateurs, devra être améliorée.

10. **En matière de gestion administrative et financière**, la mission note une amélioration de la gestion interne du PADER-G avec l'utilisation d'outils de gestion permettant d'informer et de suivre l'exécution financière par catégorie et par composante. Le contrôle des opérations comptables et la comptabilisation des engagements et des créances bailleurs nécessitent cependant des efforts additionnels, notamment dans le respect de la périodicité du contrôle interne. Le PADER-G a mobilisé auprès du FIDA et de l'Etat un montant global de 3,293 millions USD, soit un taux de décaissement

global des ressources de 17%. Respectivement, les ressources du Prêt/Don FIDA et de l'Etat ont été décaissées à hauteur de 15% (2,617 millions USD) et 27% (676.000 USD). Le cumul des dépenses (FIDA et Etat) est estimé à 1,292 milliards FCFA (environ 2,566 millions USD), soit un taux d'exécution financière global du PADER-G estimé à 12,88%. L'exécution financière sur les ressources FIDA et Etat est respectivement de 11,82% et 20,20%.

11. En tenant compte des paiements escomptés sur les engagements en cours et des contrats sur les marchés dont l'adjudication sera finalisée d'ici septembre 2013, le taux d'exécution financière sur le financement FIDA atteindra 21% d'ici fin décembre 2013. Consécutivement, le taux d'exécution du PTBA 2013 passerait de 22% à au moins 62% en décembre. Il importe de rappeler que 72% des ressources du PADER-G sont directement et/ou indirectement (investissements à effectuer au profit des groupes cibles après les activités de renforcement de capacités des opérateurs) liées à l'intervention des opérateurs.

12. Si les recommandations de l'AM sont appliquées dans les délais convenus et si la tendance actuelle se poursuit avec un engagement soutenu d'ensemble, le PADER-G pourrait enregistrer une bonne performance dans la réalisation de son PTBA 2013.

Produits et effets

13. Au 31 mai 2013, les produits et effets réalisés au titre du PTBA 2013 se résument comme suit :

Composante 1 : Amélioration des infrastructures de base

14. Jusqu'à fin 2013, cette composante cherche à (i) réhabiliter 33 anciens PE mis en place par le PSANG II et à en identifier 50 nouveaux ; (ii) sélectionner 20 villages et y mettre en place des BS ; (iii) réaliser des activités d'hygiène et assainissement; et (iv) identifier et réaliser les études relatives à 50 km de pistes rurales. Nonobstant le retard enregistré dans la mise en œuvre de la convention avec l'O pour l'exécution des sous composantes d'accès à l'eau potable et de disponibilité des céréales en période de soudure, de nombreuses activités ont pu être réalisées. L'équipe I.O mise en place pour le PADER-G est dotée d'une logistique adéquate, ainsi que d'outils méthodologiques et techniques performants pour l'appui et l'accompagnement des organisations à la base (CGPE, COGES/BS, OP). Cette équipe est opérationnelle sur le terrain depuis février 2013.

15. Concernant le volet hydraulique, 30 points d'eau (PE) mis en place dans le cadre du PSANG II avaient été identifiés en 2012 pour une réhabilitation en 2013. A date, 18 d'entre eux ont été réhabilités et sont fonctionnels. Leurs 30 comités de gestion (CGPE) ont été redynamisés, comme prévu avant le démarrage de la réhabilitation. Ces CGPE ont financé sur leurs fonds propres, logés à la CU de Mongo, l'acquisition des pièces de rechange et la main d'œuvre nécessaires à leur petite maintenance, le PADER-G n'ayant pris en charge que les frais de déplacement des artisans réparateurs. La réhabilitation des 12 autres PE se poursuit. La prise en charge de la petite maintenance des PE par les bénéficiaires représente non seulement un signal fort pour l'appropriation et la durabilité des ouvrages, mais aussi confirme la prise de conscience des populations de l'importance de l'accès durable à l'eau potable.

16. En ce qui concerne les nouvelles demandes de BS, 26 villages ont été identifiés et retenus pour bénéficier des BS en 2013, contre 20 initialement prévus pour cette année. Et 12 sessions de sensibilisation ont déjà eu lieu. Quant aux chantiers de construction des CU de Mangalmé et Melfi, ils ont démarré et avancent rapidement sous la supervision technique de l'ingénieur désigné, le Chef de subdivision du génie rural de Mongo.

17. S'agissant de la réhabilitation de 50 km de pistes rurales, en vue du désenclavement et de l'amélioration de l'accès aux marchés dans le département de Barh-Signaka (Melfi), 2 tronçons (non inclus dans le programme national d'actions prioritaires pour les routes et pistes entre 2007 et 2016) ont été identifiés à savoir : (i) le tronçon Temki – Amkharouma long de 50 km, desservant 8 villages et susceptible d'exiger des travaux de reprofilage ; et (ii) le tronçon Melfi – Amkharouma long de 60 km, désenclavant 2 villages et nécessitant le traitement des points noirs. Ces 2 tronçons désenclavent

Amkharouma, importante base de production, pour la relier d'une part à Melfi, Chef-lieu du département, et d'autre part à Temki, marché très couru, situé à mi-chemin sur l'axe Melfi – Bitkine. La version provisoire des termes de référence (TDR) pour les études techniques des pistes est disponible. Les populations locales seraient désireuses de participer en HIMO tandis que l'autorité administrative y accorde énormément d'intérêt. L'identification de ces pistes et la préparation des TDR ont été effectuées dans le cadre d'un partenariat non encore formalisé avec le MIE, avec la collaboration du Point Focal PADER-G au MIE et du Délégué régional du MIE du Guéra.

Composante 2 : Amélioration de l'accès aux services financiers

18. Les ambitions du PADER-G en 2013 sont d'une part de finaliser la restructuration et la professionnalisation de la gestion des caisses, et de poursuivre l'extension du réseau, et d'autre part de développer de nouveaux produits financiers (crédit islamique, warrantage, agro leasing).

19. A ce jour et avec l'appui du CIDR : (i) 38 des 39 CEC héritées du PSANG II ont été reconfigurées en 7 caisses rurales et 25 guichets rattachés ; (ii) le processus d'extension des bâtiments est avancé pour 3 des 7 caisses rurales ; (iii) 2 CU sont en construction, et le processus d'enregistrement des sociétaires a commencé à Melfi ; (iv) les équipes de gestion (élus et personnel technique) sont en place et ont bénéficié des formations techniques ; (v) 10 AGO pour les 7 CR, 2 CU et l'UCEC-G ont été organisées ; (vi) de nouveaux services (inspection et contrôle interne, portefeuille et engagements) ont été mis en place dans l'UCEC-G ; et (vii) le processus d'acquisition des équipements des CR (coffres forts, ordinateurs...) est suffisamment avancé.

20. Les actions engagées en vue de la professionnalisation de la gestion ont entraîné, entre autres : (i) la clarification de la situation du portefeuille des caisses ; (ii) la mise en évidence de très bonnes performances de certaines caisses ; (iii) la détermination de l'encours réel des crédits (en baisse de 18% pour le réseau en raison du remboursement des crédits saisonniers) ; (iv) l'amélioration de l'accès aux caisses rurales (ouvertes de 3 à 5 jours par semaine) et l'augmentation notoire du sociétariat ; et (v) la mise en évidence d'importants besoins en ressources pour le financement des prêts. En ce qui concerne les femmes, elles représentent aujourd'hui 35% dans les organes, 39% dans le sociétariat et 32% dans le portefeuille crédit.

21. En mars 2013, le PAFIT a rendu disponible les résultats d'un diagnostic sur les EMF qu'il cible, dont le réseau des caisses et l'UCEC-G. Le rapport spécifie que (i) l'UCEC-G est le seul EMF à recourir d'une manière systématique à l'audit externe ; (ii) seul 2 réseaux, dont l'UCEC-G, maîtrisent le risque crédit (PAR à 30 jours de 2.01% pour l'UCEC-G) ; (iii) sur les 9 EMF diagnostiquées, seules 3, dont l'UCEC-G, ont un système de contrôle interne un peu structuré et un personnel dédié formé et performant ; (iv) sur les 9 EMF, seuls 2, dont l'UCEC-G, disposent d'un plan de formation du personnel ; (v) seules 3 des 9 EMF couvrent leurs charges à plus de 60% par les produits d'exploitation sans recourir aux subventions (dont l'UCEC-G) ; et (vi) seule l'UCEC-G dispose de ses propres bâtiments et pratique la revue du portefeuille (dont la fréquence reste à institutionnaliser). Sur les 9 EMF diagnostiquées, l'UCEC-G est classée première en termes de : (i) membership ; (ii) encours de l'épargne ; (iii) encours de crédit ; et (iv) PAR. Ainsi, elle est le seul EMF à avoir jeté les bases d'un fonctionnement professionnel, assurée d'un minimum d'appui financier de la part du PADER-G/FIDA, les autres réseaux devant être restructurés en profondeur.

Composante 3 : Renforcement des capacités des OP à la base et de leurs organisations

22. Pour l'année 2013, les objectifs de cette composante sont de : (i) mener les études sur une ou deux filières agricoles porteuses identifiées ; (ii) réactiver le projet pilote gomme arabique initié dans le cadre du PSANG II ; (iii) mettre en route le programme d'alphabétisation ; (iv) appuyer la mise en œuvre des microprojets des OP et (v) renforcer les capacités des OP.

23. En dépit du démarrage retardé des activités par I.O, une analyse approfondie du fonctionnement des 40 premières OP identifiées en 2010 a été menée, leurs bureaux exécutifs ont été restructurés et un plan d'appui et de renforcement de leurs capacités élaboré. Un modèle de plan

d'affaires simplifié et un formulaire des microprojets ont été élaborés, et une première formation des animateurs sur la technique de montage des projets a été effectuée.

24. En ce qui concerne le programme d'alphabétisation, les préalables à sa relance ont été réalisés avec la collaboration du Délégué régional de l'éducation du Guéra, soit : (i) 48 monitrices/moniteurs retenus sur la base de tests de sélection organisés dans les villages des 40 OP ; (ii) évaluation des besoins relatifs à l'opérationnalisation des centres d'alphabétisation dans ces villages ; (iii) atelier de formation des monitrices /moniteurs prévu pour le 19 juin 2013.

Composante 4 : Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation

25. L'UCGP fait preuve d'une bonne capacité organisationnelle et d'initiatives. L'équipe travaille de manière cohérente et transparente, avec (i) des réunions hebdomadaires de l'UCGP ; (ii) des réunions mensuelles avec l'Antenne de Melfi ; et (ii) des réunions avec les opérateurs partenaires tous les 45 jours. Les missions de suivi de terrain se font à une fréquence régulière, en association avec les points focaux du PADER-G et avec la DEPP/MAI. Les rapports d'activités sont générés et transmis en temps voulu au MAI, aux autorités administratives du Guéra et au FIDA.

26. En matière d'équipements, l'UCGP et l'Antenne de Melfi sont pleinement fonctionnelles (matériel informatique et véhicules acquis, et VSAT installés). En accord avec le FIDA et le MAI, et pour des questions de sécurité, une salle radio a été installée à l'UCGP et une antenne radio placée à l'Antenne de Melfi. Un opérateur radio est en cours de recrutement. Ces dispositions permettent d'une part aux 2 structures de rester connectées en permanence, et d'autre part d'assurer la connexion de l'UCGP avec la salle radio de l'UNDSS. De même, des radios ont été acquises pour les véhicules du PADER-G et l'ensemble de son personnel a reçu, en juin 2013, une formation à l'exploitation des radios HF et VHF et à l'application de la procédure radio.

27. Le système de suivi-évaluation (SSE), régi par un manuel validé en janvier 2013 et alimenté par un système informatique, est opérationnel et renseigné. Il entend également permettre aux opérateurs et au MAI de consulter les avancées du PADER-G en temps réel. La mise en place d'un dispositif de contrôle et de suivi des prestations des opérateurs est achevée et les fiches de collecte pour alimenter le SSE ont été conçues et distribuées aux opérateurs. Toutefois, des retards dans la remise à la cellule SE des fiches remplies de la part des opérateurs ont entravé la saisie périodique et régulière des données. Outre ses supports de visibilité mis en place dans le Guéra, le PADER-G dispose d'un site internet multi-projets (www.pader-g.org), avec entre autres une page consacrée au PROHYPA, et pour lequel les utilisateurs (PADER-G et PROHYPA) devront être formés.

État d'avancement de l'exécution du Programme d'appui au développement rural dans le Guéra (PADER-G)

28. Cette section fait état des contraintes rencontrées, et des principales mesures correctives à prendre afin d'améliorer la performance du Programme.

Composante 1 : Amélioration des infrastructures de base

29. Face à une demande pressante des bénéficiaires disposant de stocks, 6 BS ont déjà été réhabilitées, avant la mise en place des animateurs I.O. Les 6 COGES n'ont pas pu être redynamisés avant le début de l'opération, à l'inverse des CGPE. On observe que nombre desdits COGES sont encore faiblement structurés, gèrent leur trésorerie de manière traditionnelle, n'entretiennent pas de relations avec les caisses rurales ou guichets, et n'ont ni contribué, ni participé aux travaux de réhabilitation des ouvrages. Afin d'assurer la durabilité des BS, il est urgent d'intensifier l'appui à la gestion de ces COGES, de les mettre en relation avec les EMF, et de les aider à constituer un fonds pour l'entretien, les réparations et éventuellement l'extension ultérieure de leurs magasins/BS.

30. Sur les 26 nouvelles BS à construire, le processus est enclenché. Le dépouillement de l'appel d'offres pour les 19 premières BS est terminé et le DAO, pour les 7 autres BS, est prêt pour la publication. Les COGES de ces nouvelles BS sont constitués et sont en cours (i) de structuration et (ii) de formation sur la base du manuel de gestion édité par le PADER-G. Outre le souci d'arriver à une gestion durable des BS par les COGES, il est prévu une mise en réseau des BS au niveau de chaque département, dans le but de centraliser les informations en vue d'une gestion mutualiste des stocks. Cette mise en réseau n'a pas encore démarré.

31. Concernant le ciblage des nouveaux villages bénéficiaires des PE, 61 ont été identifiés. Une vingtaine d'entre eux avait déjà fait l'objet d'une étude géophysique dans le cadre du PSANG II. Ces études sont en cours d'actualisation en vue de l'élaboration d'un DAO pour la construction des nouveaux PE. Une demande de proposition est également en préparation pour les études géophysiques de 41 autres villages. Le démarrage des travaux est prévu pour début 2014.

32. Quant au volet assainissement, une formation sur la technique ATPC à l'adresse des villages ayant un PE est prévue courant juin 2013. Les TDR élaborés par I.O pour cette formation sont en cours de validation à l'UCGP, tandis que le consultant chargé de cette activité est déjà ciblé.

33. Pour tenir compte des contraintes climatiques d'une part, et de l'impérieuse nécessité d'avoir à utiliser les pistes réhabilitées pendant quelques années afin d'en mesurer les effets avant la fin du PADER-G d'autre part, les travaux de réhabilitation devront être réalisés au courant du 1^{er} trimestre 2014. Pour ce faire, le PADER-G devra tout mettre en œuvre pour que les études techniques soient bouclées fin décembre 2013 et que l'entreprise soit contractualisée dès février 2014.

Mesures convenues	Responsabilité	Date buttoir
Mettre en place avec les CGPE et les COGES, sur une base conventionnelle, et avant toute intervention en matière de PE et de BS, des mesures de gestion rigoureuse et de pérennisation des ouvrages (y compris l'ouverture et l'entretien d'un compte à la CEC)	RC1, RC3 et I.O	Immédiatement
Poursuivre et finaliser la mise en place d'un mécanisme de constitution et de gestion des stocks de soudure, avec la contribution du PAM si possible suite à l'identification des bénéficiaires vulnérables	Coordonnateur, RC1, I.O, RSE et ASE	Immédiatement
Initier avec le PAM des projections pour « Food for Work » dans le cadre du plan de réhabilitation des pistes dans le Barh Signaka en 2014	Coordonnateur, RC1 et I.O	Immédiatement

Composante 2 : Amélioration de l'accès aux services financiers

34. Au cours du processus de reconfiguration du réseau et de la professionnalisation de sa gestion, quelques dissensions ont été relevées du fait d'un déficit de sensibilisation et d'information, et/ou d'une prise en compte insuffisante des caractéristiques sociologiques de la région. Certaines CEC et leurs élus ont pu souffrir des contraintes et de la rigueur qu'exige le passage de l'autogestion aux normes professionnelles édictées par la COBAC, ainsi que de la dilution ou de la perte de certains de leurs avantages acquis dans le cadre de l'autogestion. C'est, à titre d'exemple, le cas des caisses de Sara-Kenga (reconfigurée en CR) et de Mataya (reconfigurée en guichet). Le PADER-G et le CIDR devront renforcer l'IEC autour des enjeux de la professionnalisation et de la pérennité du réseau d'EMF, ainsi que des avantages que procure l'agrément COBAC aux caisses et à l'UCEC-G.

35. Le processus d'extension avance pour les 2 CU en chantier et 3 CR (études et DAO), mais se trouve ralenti pour les 4 autres caisses (la CU de Baro et 3 rurales) en raison de l'exigüité des lots mis à disposition par les populations locales pour la construction des CEC autrefois. Cette extension des caisses exige une nouvelle configuration des locaux et des équipements d'exploitation, une meilleure organisation de l'espace environnant ainsi qu'une meilleure visibilité de la caisse. Des pourparlers sont engagés en vue d'obtenir des autorités locales d'une part, des terrains convenables à cette opération, et d'autre part, un statut qui permette d'éviter tout conflit foncier sur ces immeubles. L'avis du FIDA sera requis pour les incidences financières de ces extensions.

36. Dans la perspective de la mobilisation des ressources pour le financement de nouveaux produits de prêts, des opérations pilotes sont prévues (warrantage, crédit islamique et agro leasing)

pour un montant de 275 millions de FCFA, et une étude couplée sur le warrantage et sur le crédit islamique sera réalisée courant juillet 2013. Par ailleurs, une stratégie efficace d'IEC et de mobilisation de l'épargne est en préparation. Ces mesures sont de nature à relancer la promotion et la mobilisation des ressources des caisses pour un financement durable des opérations de prêts.

37. En dépit des performances reconnues au réseau UCEC-G par toutes les instances autorisées, l'Union et ses caisses ne peuvent pas encore accéder aux ressources de refinancement (MMPFJ, PAFIT, bailleurs de fonds...) en raison du défaut d'agrément COBAC. La demande d'agrément déposée en décembre 2010 pour l'Union a été refusée seulement en novembre 2012, au motif que l'agrément d'un réseau doit maintenant comporter également celui de ses caisses de base et de leurs gérants. Le CIDR a adressé un mémoire de sensibilisation au MINFIB sur ce changement de direction de la COBAC et a repris la préparation de nouveaux dossiers de demande d'agrément pour 7 caisses rurales, 2 CU, la faïtière, 9 gérants et 1 directeur. Après vérification des projections financières et certification des dossiers, l'ensemble sera déposé à la COBAC et devrait être appuyé d'un lobbying de haut niveau pour obtenir l'agrément avant fin 2013.

38. Enfin, le système d'information et de gestion (SIG) du réseau n'est pas suffisamment performant, son logiciel de gestion « Finance Solution », également utilisé par d'autres réseaux d'EMF au Tchad, ayant montré ses limites. Il est urgent que dans le contexte actuel, le SIG permette de répondre aux exigences d'une gestion professionnelle des EMF du réseau. Le CIDR a pu suivre la démonstration d'un autre progiciel dénommé PERFECT (évalué positivement par le CGAP et jugé plus performant par la BCEAO) et le recommande à l'usage du réseau UCEC-G.

Mesures convenues	Responsabilité	Date buttoir
Finaliser et déposer au plus vite la nouvelle demande d'agrément COBAC pour qu'elle soit présentée à la session de septembre 2013	CIDR avec RC2 et Coordonnateur	05 Juillet 2013
Mettre en œuvre une stratégie et un plaidoyer puissants impliquant les voix autorisées (MMPFJ, MINFIB, PAFIT...) pour obtenir l'agrément avant décembre 2013	Coordonnateur et CIDR	Immédiatement et continu
Renforcer la sensibilisation et l'information des CEC sur les enjeux du passage de l'autogestion à la reconfiguration et la professionnalisation	RC2, CIDR, RIEC et Coordonnateur	Immédiatement
Poursuivre en parallèle le processus d'extension et d'équipement des caisses, l'IEC sur la mobilisation de l'épargne en direction des cibles du PADER-G dans la perspective de l'ouverture de nouvelles CU/CR	Coordonnateur, RIEC, RC1, RC2, RC3, RPM, CIDR et I.O	Immédiatement et en continu
Suivre/renforcer le professionnalisme des gestionnaires des CEC en vue de l'opérationnalisation du fonds d'appui aux microprojets des OP	CIDR, RC2, RC3 et I.O	Juillet à décembre 2013

Composante 3 : Renforcement des capacités des OP à la base et de leurs organisations

39. L'identification des filières porteuses menée à travers 40 focus groups avec les 40 premières OP, des enquêtes sur les contraintes et les potentialités des filières, des enquêtes auprès des services d'encadrement (ONDR, élevage, environnement, CNCPR, CELIAF, commerçants) et auprès des intermédiaires et les services publics et quelques ONG à Ndjamena) sont en cours. Un rapport, attendu fin juillet, sera validé en atelier participatif. Les termes de référence de plusieurs opérations et études en relation avec les filières sont en cours de validation.

40. Pour le développement des activités rentables des OP, les premiers microprojets seront financés à coûts partagés dès le début 2014, avec les subventions du Fonds d'appui aux microprojets. Dans un contexte où le réseau des caisses du Guéra qui abritera ce fonds réalise des performances encourageantes, il est urgent de relire la version provisoire du manuel d'opération du Fonds d'appui afin de l'arrimer à ce système de financement durable, et de manière à ne pas porter un coup aux mécanismes de crédits en place, conformément aux directives du PAFIT. Par ailleurs, I.O actuellement affine le dispositif et les outils en vue d'appuyer les OP dans la préparation de leurs plans d'affaires et les études de rentabilité de leurs microprojets. Les projets pertinents et les AGR

d'autres OP (que la quarantaine pré-identifiée) seront considérés dans un second temps et leur mécanisme de financement clarifié.

41. En ce qui concerne le renforcement des capacités organisationnelles et techniques des OP, il était prévu de mener dans les 12 sous-préfectures une sensibilisation/information sur l'importance des faïtières dans la structuration des filières en concertation avec le CNCPR et la CELIAF. Par ailleurs, un protocole de collaboration entre I.O et les faïtières (CNCPR et CELIAF) est dans le circuit d'approbation en vue de la mise en œuvre de cette activité. Il est à noter que l'approche adoptée par les 2 opérateurs ne favorise pas suffisamment la transmission synergique d'un message groupé et cohérent sur l'ensemble des appuis et autres services offerts par le PADER-G. La préparation des outils d'IEC et la conduite de l'animation et des formations devra se faire avec l'implication synergique des opérateurs (I.O, CIDR) et l'UCGP.

42. Le programme d'alphabétisation se mettra en œuvre au cours du prochain semestre, en accordant une priorité aux femmes. L'appui de l'inspection régionale de l'éducation sera requis pour le déploiement et le suivi de ce programme sur le terrain.

Mesures convenues	Responsabilité	Date buttoir
Revoir les procédures du Fonds d'appui aux microprojets des OP pour les arrimer à celles d'un système de financement durable d'EMF et les valider au cours d'un atelier participatif	RC3, RC2, CIDR, I.O	Entre juin et le 10 Aout 2013
Accélérer le processus d'élaboration des plans d'affaires et microprojets des OP, et former ces dernières aux procédures du Fonds d'appui	RC3, I.O	D'ici à décembre 2013
Renforcer la structuration des OP/COGES/CGPE et les mettre en relation avec les CEC pour le financement de leurs AGR	RC3, I.O et CIDR	Immédiatement et en continu
Former tous les animateurs intervenant dans le programme sur une approche d'IEC commune permettant de satisfaire les principaux besoins d'informations et de conseils des OP/COGES/CGPE	R.IEC, RC1, RC2 et RC3	Juillet 2013
Suivre rigoureusement l'incidence de l'alphabétisation sur l'appropriation des réalisations du PADER-G et la gestion dans les OP/CGPE/COGES	RC1, RC2, RC3, I.O et CIDR	Immédiatement et en continu

Composante 4 : Coordination, gestion et suivi-évaluation

Volet coordination

43. Le Comité de Pilotage devrait se tenir en juin ou juillet 2013 afin de faire le point des avancées 2013 du PADER-G. La seconde réunion du CP, concernant l'approbation du PTBA 2014, devra se tenir en novembre 2013 au plus tard. Il a été convenu que l'ébauche du PTBA soit simultanément transmise au FIDA pour anticiper sur les commentaires et ne pas retarder l'avis de non-objection final sur le PTBA 2014. Le FIDA a bien reçu de la part du Coordonnateur du PADER-G l'évaluation de l'ensemble du personnel du Programme pour l'année 2012, et demande au Secrétariat Général du MAI de bien vouloir faire parvenir au FIDA l'évaluation du Coordonnateur.

44. En matière de coordination, les réunions se tiennent à intervalles réguliers et les missions de suivi et de supervision du PADER-G se déroulent également à intervalles réguliers, avec une bonne participation de la tutelle (via la DEPP/MAI) et des points focaux des Ministères partenaires. Cependant, concernant le volet infrastructure, les activités ont commencé sans la finalisation des conventions de partenariats avec les partenaires publics que sont la Direction de l'Hydraulique Villageoise du MHUR et la Direction des Pistes Rurales du MIE. Les conventions devront donc être formalisées dans les meilleurs délais.

45. Concernant la mise à disposition des fonds aux opérateurs I.O et CIDR, elle a accusé des retards au courant du premier semestre 2013, non pas à cause d'une mauvaise planification au niveau de l'UCGP, mais des suites du retard dans la transmission des pièces justificatives de dépenses par les opérateurs eux-mêmes. Par ailleurs, le fait que I.O ne dispose pas de compte des opérations à Mongo, ne favorise pas la rapidité des transactions entre I.O et le PADER-G. Il conviendra de prendre immédiatement les mesures qui s'imposent afin que les problèmes rencontrés

ne se reproduisent plus. En cas de soucis récurrents, le FIDA et le MAI devront immédiatement en être informés. Concernant les conventions avec les 2 opérateurs, le retard pris impliquera un redimensionnement – des activités, des cibles et également des budgets – afin de rationaliser le programme d'activités sur la période juillet à décembre 2013.

Mesures convenues	Responsabilité	Date buttoir
Transmettre au FIDA l'évaluation 2012 du Coordonnateur du PADER-G	SG/MAI	Juillet 2013
Pour éviter des retards de mise en œuvre et l'engagement des financements pour I.O et le CIDR en temps voulu, améliorer et accélérer le circuit de transmission des pièces justificatives de dépenses de I.O et du CIDR à l'UCGP	I.O et CIDR	Immédiatement et en continu
Finaliser les conventions avec les partenaires publics, notamment avec le MHUR et le MIE	Coordonnateur, MHUR et MIE	Immédiatement
Ouvrir un compte I.O à la CU de Mongo et définir les personnes autorisées à mouvementer ce compte de manière à faciliter la gestion locale des opérations de I.O pour le PADER-G.	I.O	Fin juillet 2013

Volet Suivi-Evaluation

46. L'informatisation du SSE du PADER-G a été réalisée par un consultant international en Mai 2013. L'application informatique est fonctionnelle et les différents modules qui la composent permettront, une fois saisies toutes les données, d'obtenir à tout moment une situation claire sur plusieurs aspects du programme tels que (i) l'avancement par rapport aux indicateurs SYGRI, au cadre logique et au PTBA, (ii) les réalisations et les activités des différentes composantes, (iii) les états financiers. L'application est accessible en ligne et les utilisateurs disposent d'un mot de passe leur permettant (i) d'entrer les données les concernant et (ii) regarder, sans pouvoir les modifier, les données entrées par les collègues. Le RSE assure le bon déroulement de l'ensemble du processus. La mission apprécie cet outil informatique et insiste sur l'importance d'alimenter de façon régulière la base de données pour pouvoir profiter pleinement de cette application. Des formations ciblées sur la gestion de la base de données devront être prévues. La possibilité d'élargir cette formation aux cadres de la DEPP/MAI devrait être explorée sur demande officielle du MAI. Concernant l'établissement du dispositif de ciblage nominatif des bénéficiaires, il est conditionné par une visite d'échange dans un projet l'ayant expérimenté.

Mesures convenues	Responsabilité	Date buttoir
Finaliser la saisie des données 2012 sur le nouveau logiciel et poursuivre rigoureusement la collecte des données	RSE, ASE, R.IEC, RC1, RC2, RC3	30 novembre 2013
Organiser la formation de l'ASE et des chefs de composantes en gestion de base de données	Coordonnateur et RSE	Aout 2013
Envoyer à l'UGCP du PADER-G une demande formelle de formation à l'utilisation de base de l'application informatique de SE pour la DEPP	MAI	Aout 2013
Organiser la visite d'échange du RSE avant d'engager le ciblage nominatif	Coordonnateur, FIDA	Avant décembre 2013
Assurer l'assistance technique continue pour l'entretien SSE informatique	RSE et Consultant	Continu

Volet gestion

47. **Gestion des Ressources Humaines :** Les contrats et les dossiers du personnel sont à jour. La mission a rappelé à l'UCGP que le plan de formation du personnel doit être en lien avec les résultats de l'évaluation des performances. Spécifiquement au personnel du Service Financier (SAF), la mission a constaté une forte charge de travail sur le comptable. De plus, la gestion entière de la caisse de menue dépense par le comptable (il prépare et effectue les paiements) et l'implication du RAF dans les opérations de saisie des pièces comptables militent pour le recrutement d'un Assistant Comptable en appui au Comptable dans la gestion de la logistique, du classement et de l'archivage des pièces justificatives.

48. **Comptabilité du Programme :** La mission félicite le SAF pour la mise à jour de la comptabilité jusqu'au 31/05/2013. Toutefois elle note que l'application des schémas de comptabilisation n'est pas encore suffisante au regard des dispositions du manuel de procédures. L'analyse de la Balance

Générale des comptes montre des erreurs dans le solde des comptes « Subventions » et la comptabilisation des préfinancements Bailleurs (Etat et FIDA).

49. **Elaboration de DRF** : Au 31/05/2013, la mission note que le Programme a établi 11 DRF/DPD (y inclus le dépôt initial) pour un montant de 1,567 milliards FCFA. En 2013, 2 DRF et 2 DPD ont été transmises au FIDA. Il importe de corriger les erreurs relevées sur le registre des DRF concernant les montants décaissés sur les DRF 2 et DRF 2 bis (numérotées 3 et 4 par le PADER-G). La mission a vérifié un échantillonnage des pièces justificatives des dépenses présentées sur ECD dans les DRF 5, 9, 11 et n'a pas d'observations particulières. Elle félicite l'UCGP pour la qualité des DRF et a suggéré, pour faciliter le traitement des DRF et éviter les oublis de pièces justificatives, pour les dépenses demandées en remboursement sur les formulaires 101, de présenter par dépense, une fiche récapitulant les pièces justificatives jointes.

50. **Contrôle interne du Programme** : La mission note que la mise en œuvre des recommandations de la supervision passée a permis d'améliorer le contrôle interne au sein du Programme (contrôle de la conformité des données comptables avant la saisie, contrôle des carnets de bord des véhicules et du registre de carburant, mise à jour à la date du 31/05/2013 des rapprochements des comptes bancaires et arrêtés de caisse, et respect des processus d'engagement/paiement des dépenses respectent les procédures du manuel). Toutefois, l'analyse mensuelle de la cohérence des comptes du Bilan demeure insuffisante et expliquerait les erreurs de comptabilisation constatées dans les Etats Financiers 2012 en plus d'une maîtrise insuffisante des schémas de comptabilisation. La mission a insisté auprès du SAF afin que les rapprochements bancaires soit établis à la fin de chaque mois. Il en est de même pour la reconstitution du Compte désigné (CD) Prêt/Don FIDA (afin d'informer le management sur la Trésorerie disponible et les ressources mobilisables dans le court terme). Concernant la gestion de la petite caisse de Mongo, il demeure nécessaire de séparer les tâches d'engagement et d'exécution des dépenses (à confier à l'assistant comptable) pour respecter le principe fondamental de séparation des tâches mais aussi les règles de gestion en matière de plafond de la caisse et du réapprovisionnement.

51. **Mise à disposition de Fonds aux Partenaires** : La mission relève, sur la base des états financiers transmis par les opérateurs, que les dépenses du CIDR et de I.O en fin mai 2013 se chiffrent respectivement à 103 millions FCFA et 106 millions FCFA, avec un préfinancement d'une partie des dépenses. Les opérateurs n'ont plus mobilisé de nouvelles ressources. La mission a rappelé qu'avant tout renouvellement de fonds, l'UCGP doit se prononcer sur la recevabilité des dépenses effectuées et la qualité des pièces de dépenses présentées pour justifier les avances de fonds. La mission note une proposition de plan d'activités budgétisé pour le 2nd semestre 2013, évaluée à 286 millions FCFA pour I.O et 142 millions FCFA pour CIDR. La mission a attiré l'attention de l'UCGP et des opérateurs sur le fait que les délais de mobilisation des ressources pourraient être une contrainte majeure pour mobiliser le budget du plan d'activité du 2nd semestre, et par conséquent, limiter les résultats attendus des activités de terrain des deux opérateurs (avant fin décembre 2013).

Mesures convenues	Responsabilité	Date buttoir
Recruter un Assistant Comptable au niveau de Mongo, ayant une expérience de la comptabilité de Programme de développement	Coordonnateur	31/10/2013
Effectuer une formation en interne pour le Comptable et l'Assistant comptable à recruter, sur les schémas de comptabilisation et sur les équilibres comptables tels stipulés dans le manuel de procédures	RAF Coordonnateur	31/11/2013
Effectuer semestriellement des missions de contrôle interne auprès de l'Antenne dont les TDR couvriront l'ensemble de la gestion administrative et fiduciaire de l'Antenne	RAF	Continu
Analyser la faisabilité des programmes d'activités I.O et CIDR du 2 nd semestre et amender les conventions pour: (a) tenir compte du redimensionnement du programme d'activités, et (b) mettre à leur disposition l'ensemble du budget du programme d'activités en une DPD	Coordonnateur RAF RC1, RC2, RC3, RSE, I.O, CIDR	Juin 2013

Aspects fiduciaires

52. Gestion financière.

Décaissement des ressources financière du Programme² : Le coût global hors bénéficiaires est de 19,930 millions USD, dont 17,401 millions USD du FIDA (87%) et 2,529 millions USD de l'Etat (13%). Le PADER-G a mobilisé auprès du FIDA et de l'Etat un montant global de 3,293 millions USD, soit un taux de décaissement des ressources de 17%. Respectivement, les ressources du Prêt/Don FIDA et de l'Etat ont été mobilisées à hauteur de 15% (2,617 millions USD) et 27% (676.000 USD). (Appendice 6A).

Réalisations financières cumulées du Programme³ : Le cumul des dépenses du Programme (FIDA et Etat) est estimé à 1,292 milliards FCFA (environ 2,566 millions USD), soit un taux d'exécution financière global du Programme estimé à 12,88% (Appendice 6B). Les dépenses du PADER-G sur le financement FIDA se chiffrent à 1,093 milliards FCFA (environ 2,056 millions USD) soit 11,82% du montant du Prêt/don. Les dépenses sur les ressources de l'Etat sont estimées à 255 millions FCFA (environ 511.000 USD), soit 20% de la participation de l'Etat au financement du PADER-G. En prenant en compte les paiements escomptés sur les engagements en cours et les marchés dont le processus de passation serait finalisé d'ici septembre 2013 (792 millions FCFA ou environ 1,584 millions USD), le taux d'exécution financière sur le financement FIDA pourrait atteindre 21% d'ici fin décembre 2013.

Réalisations financières sur le PTBA 2013 : Au 31/05/2013, le taux de réalisation financière du PTBA 2013 est de 22% tous financements confondus. Le taux d'exécution financière attendu du PTBA 2013 d'ici le 31/12/2013 est d'au moins **62%**.

53. **Décaissements.** : Au 31.05.2013, les décaissements effectués sur les ressources du Prêt/Don FIDA (en prenant en compte le dépôt initial) s'élèvent à 1.714.734 DTS (2,617 millions USD) sur un montant alloué de 11,100 millions DTS, soit un taux de décaissement de 15,44%. En prenant en compte les montants à payer sur la DRF n°11 (445.656 USD) en cours de traitement au FIDA et des dépenses éligibles en remboursement sur le Prêt/Don FIDA (136.202 USD), le montant total des décaissements prévisionnels sur les ressources du FIDA se chiffrent à 2.105.152 DTS (environ 3,199 millions USD), soit un taux de décaissement prévisionnel de 19% avant fin septembre 2013 (Appendice 6C).

Reconstitution du CD du FIDA : Au 31.05.2013, sur un dépôt initial de 600 millions FCFA, les disponibilités sur le CD représentent 50% du dépôt initial et les dépenses éligibles en DRF représentent 11,57%. Il s'agit des dépenses couvrant la période avril-mai 2013 (69 millions FCFA). La mission relève : (a) des ressources en trop dans le CD (545.339 FCFA) correspondant au reliquat de l'avance de démarrage non encore justifiée; (b) un préfinancement de taxes sur les ressources du CD (3,303 millions FCFA), à régulariser sur les fonds de Contrepartie à la prochaine DRF ; (c) un injustifié (trop de ressources) d'un montant de 176 444 FCFA qu'il importe de clarifier.

54. **Fonds de contrepartie.**⁴ Les disponibilités en banque se chiffrent à 296 millions FCFA (environ 592.580 USD) au 31/05/2013. La mission note une inscription à hauteur de 150 millions FCFA sur le Budget de l'Etat, au titre de l'exercice 2013. Les prévisions dépenses sur le financement de l'Etat dans le PTBA 2013 ont été estimées à 225 millions FCFA, soit 11% du PTBA 2013.

55. **Respect des accords des prêt.** Dans l'ensemble, les dispositions de l'accord de financement sont respectées.

56. **Passation des marchés.** Suite à la **revue des marchés/contrats**, la mission note une continuité dans les bonnes pratiques et renouvelle les commentaires formulés lors de la mission

² L'estimation en USD des dépenses sur les ressources de l'Etat a été établie avec un taux moyen de 500 FCFA = 1USD au démarrage du PADER-G

³ L'estimation en USD des dépenses du PADER-G non remboursées par le FIDA a été faite avec le taux de change au 15/03/2013 de 1USD = 509 FCFA.

⁴ L'estimation en USD des dépenses sur les ressources de l'Etat a été établie sur la base d'un taux moyen de 500 FCFA=1 USD.

précédente à savoir : (i) bonne appropriation de certains documents types par l'UCGP; (ii) bonne application des dispositions de l'AF et de la réglementation nationale en matière de PM ; (iii) paiements effectués en conformité avec l'état d'avancement physique et financier, et conformément aux modalités de paiements stipulées dans les contrats. Elle constate que le PADER-G institue des commissions d'évaluation dont la composition est conforme aux types de marché à réaliser et fait appel à une expertise externe dès que cela s'avère nécessaire. Par ailleurs, les dispositions contractuelles sont généralement respectées et appliquées en matière de cautionnement, tandis que le registre des contrats est conforme et bien tenu.

La Mission félicite l'UCGP de l'application des recommandations de la dernière mission relatives à la composition des commissions d'évaluation, du respect des dispositions contractuelles, de la tenue du registre des contrats, et des efforts consentis pour maintenir les bonnes pratiques. Elle encourage le programme à poursuivre dans ce sens. Des améliorations sont attendues sur les aspects suivants :

Respect des activités et méthodes programmées au PPM : La Mission note que toutes les activités réalisées en matière de PM ont été celles prévues dans le PPM ayant reçu l'ANO du FIDA. Toutefois, il est arrivé que suite aux retards dans l'identification des sites, des marchés différents en nombre de lots aient été lancés, sans une actualisation du PPM. La Mission recommande que le PPM soit mis à jour et transmis au FIDA (i) toutes les fois qu'un changement est opéré dans la mise en œuvre du PPM non objecté ; et (ii) chaque fois qu'une nouvelle activité est identifiée (en interne ou par recommandation du bailleur).

Qualité des dossiers : La qualité des dossiers passés en revue est dans l'ensemble acceptable mais susceptible d'amélioration notamment pour les dossiers relatifs au recrutement des consultants. La mission recommande l'organisation d'un atelier de formation en passation des marchés dans les meilleurs délais pour améliorer le dispositif général des acquisitions de biens et services.

Archivage : Une nette amélioration est remarquée dans l'archivage des documents de PM conformément à la recommandation de la dernière supervision, mais la mission recommande au RPM de finaliser cette activité dans les meilleurs délais.

Evaluation globale du PPM 2013 : L'analyse du PPM montre qu'il est conforme, sur la forme et dans le fond, aux directives du FIDA. Cependant, sa mise à jour n'est pas effective. Sur 38 activités prévues (toutes catégories confondues), 15 ont été réalisées totalement (taux d'exécution de l'ordre de 39% à date). La mission demande au Coordonnateur et au RPM de diligenter les dossiers et finaliser sans délais les rapports en instance de signature.

Mesures convenues	Responsabilité	Date buttoir
Finaliser dans les meilleurs délais l'archivage des dossiers de passation des marchés	RPM	Juillet 2013
Reprendre le PPM 2013 pour y intégrer les nouvelles activités identifiées et refléter la réalité des activités déjà engagées en matière de construction de magasins	Coordonnateur RPM, RC1, RC2, RC3, RSE	Juin 2013
Organiser un atelier de formation en PM (Fournitures, travaux & services de consultants) selon les procédures du FIDA pour certains cadres du PADER-G, la commission locale de PM du PADER-G, un représentant de la COJO du MAI, un de l'OCMP et le RPM de la CMOP	Coordonnateur et FIDA	Août 2013
Diligenter les dossiers de passation des marchés en instance de finalisation au niveau du programme	RPM, Coordonnateur, RC1, RC2, RC3	Immédiat

57. **Audit** : Le PADER-G a signé un contrat avec le Cabinet N'Consulting pour l'audit de ses comptes 2012. Les TDR de l'auditeur ont été non objectés par le service financier du FIDA et les travaux d'audit ont démarré le 10/06/2013. Le rapport provisoire est attendu le 20/06/2013 (version électronique en PDF au plus tard le 24/06/2013, et le rapport définitif le 30/06/2013). La mission a rappelé à l'UGP de transmettre également au FIDA, ses observations sur le rapport provisoire de l'auditeur.

Durabilité

58. La stratégie de désengagement progressif du PADER-G se matérialise par (i) l'appui à l'appropriation effective des ouvrages par les bénéficiaires (PE, magasins et BS, pistes); (ii) l'appui et la sensibilisation à la mise en place de mécanismes d'entretien et de maintenance ; (iii) la gestion des BS, selon des règles écrites adhérees par les comités de gestion ; ou encore (iv) la professionnalisation du réseau UCEC-G et la recherche de son agrément auprès de la COBAC.

59. Face à la diversité des systèmes de financement rural dans le Guéra (MMPFJ ; PROADEL ; PADL-GRN (avec I.O comme coordonnateur régional), etc..., l'UCEC-G est en train de se positionner en tête des fournisseurs de services financiers. Le PADER-G doit donc continuer à se positionner comme leader pour initier des démarches visant l'harmonisation des procédures existantes, en vue d'asseoir des systèmes de financement rural durables dans le Guéra. Il conviendra également d'accentuer la sensibilisation des bénéficiaires sur le lien existant entre leurs activités et la continuité de ces dernières grâce au réseau des CEC de l'UCEC-G au-delà de l'appui du PADER-G.

Autres

60. **Genre** : La stratégie « genre » du PADER-G est en cours d'élaboration suite à la mission d'appui menée par la spécialiste genre de la division Afrique de l'Ouest et du Centre/FIDA pendant le mois de Mai 2013. Le rapport de la stratégie est attendu et la mise en œuvre n'a pas commencé.

61. **Communication et visibilité** : Le PADER-G n'a pas encore élaboré sa stratégie IEC, mais une ébauche de TDR pour le recrutement d'un expert qui puisse appuyer l'UGCP dans cette tâche est déjà disponible. Le PADER-G a organisé, en Mars 2013, quatre ateliers départementaux de sensibilisation sur les modalités de mise en œuvre du programme, avec la participation des autorités administratives et traditionnelles, des opérateurs et des bénéficiaires. L'UGCP va signer dans les prochains jours une convention de partenariat avec la Radio Communautaire de Mongo (RCM) lui permettant de diffuser des informations et de sensibiliser les populations concernant ses activités dans la région. De plus, dans le cadre de l'informatisation du SSE, le PADER-G a bénéficié de la création d'un site internet (www.pader-g.org) conçu pour évoluer progressivement vers un site multi-projets des interventions financées avec l'appui du FIDA au Tchad. Enfin, le responsable IEC a développé une première maquette d'un bulletin trimestriel de promotion des actions du programme qui sera diffusé dans les villes/villages, auprès des services déconcentrés de l'état, des autres PTF, et des Ministères à N'Djamena. Il est également prévu de recruter quatre (4) animateurs IEC. La mission recommande de recruter parmi eux au moins deux femmes pour qu'elles puissent mettre en œuvre la stratégie « genre » tout récemment développée.

62. Au niveau de la visibilité, quinze (15) panneaux publicitaires ont été conçus et plantés dans les différentes zones d'intervention du projet. Des panneaux similaires seront installés à proximité des infrastructures réalisées par le programme. En sus, mille cent (1100) autocollants avec le logo du PADER-G ont été produits et distribués.

63. En ce qui concerne **l'élaboration d'un SIM**, cette activité a été finalement retirée du PTBA dans la mesure où l'ONDR, appuyé et accompagné dans sa professionnalisation par IO et par le Comité Départemental d'Action (CDA), mène actuellement ce type d'activité.

64. **Capitalisation et Gestion des savoirs** : Etant donné que les activités de terrain ne sont pas à un stade très avancé, l'UGCP n'a pas encore pu mener l'identification de bonnes pratiques et expériences à capitaliser. Toutefois, suite à la formation de la FRAO reçue à Dakar en mars 2013 par cinq cadres de l'UGCP et ayant approfondi la thématique de la microfinance mais dont restitution n'est pas encore faite à IO et CIDR, il est prévu de (i) capitaliser à travers l'élaboration et diffusion de brochures et/ou la production d'un court-métrage, une pratique qui serait très appréciée par les bénéficiaires telle que le produit financier « crédit jour du marché » promu par le réseau des caisses

et réservé aux femmes, (ii) d'inviter les partenaires à identifier des projets/actions porteurs d'innovation et de pratiques à capitaliser.

Mesures convenues	Responsabilité	Date buttoir
Organiser (en synergie I.O/CIDR et PADER-G) des émissions interactives à la Radio Communautaire de Mongo pour soutenir l'unicité d'action du programme et la corrélation entre composantes	RIEC	Immédiatement et en continu
Elaborer une stratégie IEC adaptée aux réalités de la zone à mettre en œuvre en veillant au respect de l'aspect genre dans la constitution de l'équipe dédiée	RIEC	Novembre 2013 puis continuellement
Restituer les résultats de la formation FRAO sur la capitalisation à IO et CIDR et définir ensemble un plan d'action pour la capitalisation de quelques expériences du PADER-G	RIEC et Coordonnateur	Août 2013
Marquer la visibilité de toutes les réalisations du PADER-G programme avec des panneaux	RIEC	Immédiatement et Continu

Conclusion

65. Le PADER-G enregistre, après 12 mois de mise en œuvre réelle, des avancées appréciables et est en bonne voie pour atteindre ses objectifs de l'année 2013. Cette ambition ne pourra cependant se concrétiser qu'avec (i) un amendement dès ce mois de juin des conventions avec I.O et CIDR afin de redéfinir des cibles plus réalistes sur la période juillet à décembre 2013 ; et (ii) des diligences immédiates de la part des 2 opérateurs dans la transmission de leurs pièces justificatives de dépenses. Ces aspects ont été discutés en détail durant la mission de supervision, en présence du Directeur Pays de I.O et du Représentant Régional du CIDR.

66. Le PADER-G devra continuer ses efforts vers le développement des partenariats initiés, tant dans le domaine de la micro finance (partenariat avec Millicom Tchad pour le transfert de fonds de leur produit Tigo), que dans le domaine de la sécurité alimentaire (possible partenariat avec le PAM autour des banques de soudure et du « Food for Work ») ou de l'appui au développement de la filière gomme arabique (avec le nouveau projet de l'AFD qui démarrera sous peu dans le Guéra).

67. Le second semestre 2013 sera une période charnière pour l'entrée du PADER-G en vitesse de croisière dès janvier 2014. La mission félicite le PADER-G pour le dynamisme d'équipe, et l'encourage (i) à mettre en œuvre les recommandations du présent AM dans les délais prescrits, et (ii) à perpétuer les efforts entrepris en matière d'amélioration du respect des procédures comptables et en matière de contrôle interne.

68. Le FIDA et le Gouvernement Tchadien se félicitent de la qualité du travail accompli durant cette seconde mission de supervision, et approuvent les conclusions de ladite mission.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Programme d'appui au développement rural dans le Guéra (PADER-G) et notes attribuées

Basic Facts

Country	Chad	Project ID	1582	Loan/DSF Grant No.	820 , 8067
Project	Rural Development Support Programme in Guéra			Top-up Loan/DSF Grant	
Date of Update	22-Jul-2013				
Supervising Inst.	IFAD/IFAD				
No. of Supervisions	2	No. of Implementation Support/Follow-up missions	4		
Last Supervision	20-Jun-2013	Last Implementation Support/Follow-up mission	11-May-2012		

USD million Disb. rate %

Approval	15-Dec-2010			Total financing	20.12	
Agreement	20-May-2011	Effectiveness lag	10.2	IFAD Total	17.40	
Entry into force	18-Oct-2011	PAR value	-----	IFAD loan	8.95	18
First disbursement				DSF grant	8.45	18
MTR		Last amendment		IFAD grant		
Original completion	31-Dec-2016	Last audit	29-Jun-2013	Domestic Total	2.72	
Current completion	31-Dec-2016			Beneficiaries	0.19	0
Original closing	30-Jun-2017			Government (National)	2.53	27
Current closing	30-Jun-2017			External Cofinancing Total		
No. of extensions	0					

Project Performance Ratings

B.1 Fiduciary Aspects	Last	Current	B.2 Project implementation progress	Last	Current
1. Quality of financial management	4	4	1. Quality of project management	4	4
2. Acceptable disbursement rate	3	3	2. Performance of M&E	4	4
3. Counterpart funds	6	6	3. Coherence between AWPB & implementation	3	3
4. Compliance with financing covenants	5	5	4. Gender focus	4	4
5. Compliance with procurement	4	4	5. Poverty focus	4	4
6. Quality and timeliness of audits	5	5	6. Effectiveness of targeting approach	4	4
			7. Innovation and learning	4	4
			8. Climate and environment focus	4	4
B.3 Outputs and outcomes	Last	Current	B.4 Sustainability	Last	Current
1. Accès aux infrastructures et services de base	4	4	1. Institution building (organizations, etc.)	4	4
2. Accès à des services financiers adaptés	4	4	2. Empowerment	4	4
3. Renforcement des capacités des OP de base	3	3	3. Quality of beneficiary participation	4	4
			4. Responsiveness of service providers	3	3
			5. Exit strategy (readiness and quality)	4	4

6. Potential for scaling up and replication	4	4
---	---	---

B.5 Justification of ratings

La lutte contre la pauvreté, le ciblage et l'équité-genre sont notés 4, le Programme ayant établi des outils concourant à ces objectifs. Mais le PADER-G entrant seulement dans sa seconde année, il est encore tôt pour noter ces indicateurs. Concernant le « genre », le PADER-G a bénéficié d'une récente mission d'appui, qui lui permettra de cadrer ses cibles et les outils les mieux adaptés. Des résultats encourageants ont également été enregistrés, pour le « genre », dans la seconde composante. Dans le réseau des caisses d'épargne et de crédit du Guéra: (i) au moins 35% des membres des organes de direction sont des femmes ; et (ii) les femmes représentent 39% du sociétariat et 32% du portefeuille-crédit (en hausse depuis la supervision précédente). La note de 4 pour les innovations et leçons apprises est liée à l'établissement (i) d'une commission régionale de passation des marchés, permettant de réduire les délais du circuit d'approbation des contrats ; (ii) du crédit jour de marché ; et (iii) du partenariat avec la radio communautaire de Mongo. Les décaissements sont notés 3, du fait (i) du retard dans la programmation des activités du prestataire Intermon Oxfam (I.O) ; et (ii) du retard dans la remise des justificatifs de dépenses des opérateurs (I.O et CIDR). La note de 4 concernant l'audit est donnée par défaut, l'audit étant en attente de réception à la fin juin. La cohérence entre PTBA et exécution est notée 3 au premier semestre 2013, des suites des retards créés par la mise en place tardive de l'équipe de I.O. L'exécution des recommandations de la seconde supervision devrait permettre de résorber ce retard. La note 6/6 est attribuée pour les fonds de contrepartie, l'Etat ayant décaissé la totalité de sa participation en numéraire.

Overall Assessment and Risk Profile

	Last	Current
C.1 Physical/financial assets	4	4
C.2 Food security	4	4
C.3 Quality of natural asset improvement and climate resilience		
C.4 Overall implementation progress (Sections B1 and B2)	4	4

Rationale for implementation progress rating

Toutes les ressources nécessaires sont en place et la coordination du Programme est suffisamment efficace pour (i) poursuivre les actions engagées dans toutes les composantes, (ii) réaliser au moins 70% du PTBA d'ici fin 2013 et (iii) entrer en vitesse de croisière dès janvier 2014. Il est par ailleurs à noter que la qualité du rapportage des indicateurs de SE SYGRI du PADER-G, pour l'année 2013, a été saluée par le FIDA. Cependant, les performances du PADER-G sont fortement dépendantes de celles des opérateurs partenaires, dont les activités représentent environ 70% des ressources du Programme. Le PADER-G devra donc redoubler d'efforts pour suivre les opérateurs et s'assurer qu'ils produisent les résultats attendus dans le temps imparti. Une réunion s'est tenue entre le Programme, ses opérateurs et le FIDA - lors de la seconde mission de supervision (Mai 2013) - au cours de laquelle s'est tenue une longue discussion sur les prestations attendues des opérateurs et le fait que le renouvellement des contrats dépendra de la performance de ces opérateurs au titre des contrats/conventions passés en 2013.

C.5 Likelihood of achieving the development objectives (section B3 and B4)	4	4
--	---	---

Rationale for development objectives rating

Malgré le retard accusé, notamment dans la 3ème composante, pour les raisons ci-avant évoquées, la mise en œuvre des contrats/conventions avec les principaux opérateurs du PADER-G est effective et ces derniers maîtrisent les approches du Programme. Par ailleurs, les bénéficiaires manifestent un bon niveau d'adhésion et de participation aux activités. Dans ces conditions, les objectifs de développement du Programme sont parfaitement atteignables.

C.6 Risks Short description of major risks for each section and their impact on achievement of development objectives and sustainability

Fiduciary aspects	Malgré une amélioration constatée depuis la supervision de décembre 2013 (la première), le risque fiduciaire demeure. Ce risque se situe principalement dans les performances du PADER-G vis-à-vis de la consommations des ressources mises à sa disposition. Par rapport aux prévisions de décaissement annuel des ressources du Prêt/Don (environ 5 millions USD au 31/05/2013), le Programme a atteint 50% de cet objectif. Sur un autre plan, si le Programme n'améliore pas ses méthodes de comptabilisation des engagements sur les bailleurs de fonds, il produira une information erronée à partir de sa comptabilité sur les subventions reçues, à recevoir et à demander, de même que sur les préfinancements entre bailleurs. Enfin, l'insuffisance de contrôle interne (surtout au niveau de la comptabilité) pourrait induire des erreurs d'imputation sur l'information produite sur l'exécution financière du Programme (en particulier, l'impossibilité de rapprocher les décaissements du FIDA aux subventions reçues enregistrées dans la comptabilité). Ces éléments ont été portés en détail à l'attention de l'UCGP et des recommandations très spécifiques ont été émises.
Project implementation progress	Le rythme avec lequel (i) l'équipe de I.O intègre les approches de développement du Programme, et (ii) les capacités des composantes à développer une synergie d'actions sur le terrain pourraient influencer l'avancement de l'exécution du Programme.
Outputs and outcomes	Les facteurs suivants pourraient altérer la réalisation optimale des activités et produits du PADER-G : (i) les caractéristiques géologiques du Guéra (zone de socle, probabilité de forages non productifs); (ii) l'improbabilité d'une mobilisation de stocks de céréales suffisants (même sur la base du ciblage nominatif) pour les BS par le PAM; (iii) la lenteur et les difficultés dans la mise en œuvre des travaux en HIMO (pistes); (iv) la lenteur du circuit de passation des marchés pour les contrats de plus de 50 millions FCFA; ou encore (v) la non mobilisation à temps des contributions locales des bénéficiaires.
Sustainability	Tels que perçus après 12 mois de mise en œuvre effective, les principaux risques pouvant altérer la durabilité des actions entreprises/ouvrages construits, seraient les suivants : (i) faible appropriation des ouvrages par la population (autogestion et maintenance) ; (ii) technicité limitée des artisans réparateurs (pour les pompes); et (iii) autonomisation insuffisante du réseau de micro finance UCEC-G au moment

du retrait de l'assistance technique du CIDR.

Proposed Follow-up

Issue / Problem	Recommended Action	Timing	Status
Efficacité de la gestion comptable et fiduciaire	(a) Analyser la faisabilité des programmes d'activités du 2nd semestre des Opérateurs et éventuellement, amender les conventions pour : (i) tenir compte du redimensionnement du programme d'activités et, (ii) permettre de mettre à leur disposition l'ensemble du budget en une fois; (b) Recruter un Assistant Comptable au niveau de Mongo, ayant une expérience de la comptabilité de Programme de développement (c)Effectuer une formation en interne pour le Comptable et l'Assistant comptable à recruter sur les schémas de comptabilisation et le contrôle interne, et sur les équilibres comptables tel que stipulé dans le manuel de procédures (d)Effectuer une analyse mensuelle de la cohérence des comptes du Bilan afin de corriger éventuellement les erreurs sur les comptes de « Subventions »	(a) 31/7/2013 (b) et (c) 31/10/2013 et (d) permanent	A mettre en œuvre
Efficacité de l'appui des opérateurs	(a) Suivre de près et accompagner l'O dès le départ pour les activités de développement sur la base d'un plan de travail mensuel; (b) Suivre de près le dossier de demande d'agrément COBAC préparé et soumis par le CIDR; (c) Evaluer les performances des opérateurs et appliquer rigoureusement les clauses coercitives relatives au renouvellement de la convention de partenariat/du contrat.	(a) juillet 2013 et déc. 2013; (b) juillet 2013; et (c) mensuellement et continuellement	A mettre en œuvre
Durabilité	(a) Sensibiliser, renforcer les capacités de gestions des organisations et mettre l'accent sur l'autogestion et la maintenance des ouvrages; (b) Suivre le recyclage des artisans réparateurs en collaboration avec l'UE; et (c) Renforcer la gestion et toutes les capacités des caisses du réseau UCEC-G	(a) Avant appui; (b) nov. 2013; (c) mensuellement et continuellement	A mettre en œuvre

Additional observations

Prochaine supervision prévue en décembre 2013

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse	Indicateurs clés de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif principal:			
Contribuer à construire les bases préalables à une amélioration durable de la sécurité alimentaire et des revenus des populations rurales dans le Guéra	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Indice d'accumulation des biens par ménages (%) ▪ Malnutrition infantile (%) ▪ Prévalence des maladies infectieuses liées à l'eau (%) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enquêtes SYGRI ▪ Rapports de supervisons ▪ Enquête d'impact à l'achèvement ▪ Statistiques de la délégation régionale de la santé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Maintien de la stabilité politique ▪ Stabilité de la situation sécuritaire ▪ Budgets sectoriels alloués en totalité et en temps
Objectif de développement du Projet/Programme:			
L'accès aux infrastructures de base essentielles mises en place par le PADER-G induisent une amélioration durable de la situation sanitaire et alimentaire, de l'accès aux marchés et du développement de petites AGR dans la région du Guéra	<ul style="list-style-type: none"> ▪ % de ménages ruraux ayant régulièrement accès l'eau potable ▪ Taux de couverture des besoins en eau des populations passé de 20% en 2010 à 25% en 2016 (hors tout nouveau programme d'hydraulique rurale) ▪ % de ménages bénéficiant d'une plus grande sécurité alimentaire (taux de couverture de la période de soudure, durée des stocks céréaliers en mois) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enquête de référence ▪ Rapports SYGRI et SE ▪ Enquête d'impact à l'achèvement ▪ Auto évaluation de la vulnérabilité par les Bénéficiaires ▪ Rapport des études ▪ Rapports du WFP, de la FAO et de la SNRP 2 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Moyens effectifs alloués à la mise en œuvre (i) du schéma directeur agricole; (ii) de la stratégie pour le secteur hydraulique; et (iii) de la stratégie de micro finance ▪ Rapidité dans la mise en place de l'équipe, du CP et du CTS du Programme
Le repositionnement du réseau de CECA sur un segment de marché rentable permet d'accélérer l'atteinte de l'autonomie opérationnelle et la viabilité de l'offre de services financiers adaptés aux besoins spécifiques des populations rurales de la région du Guéra	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en conformité du réseau avec la réglementation ▪ Autonomie opérationnelle (OSS) passée de 10%* en 2010 à 121% en 2015 ▪ Viabilité financière (ou autonomie financière) : 100% en 2015 ▪ Taux de recouvrement (pour l'ensemble des CECA, en %) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports du MMF ▪ Rapports d'achèvement ▪ Rapports de supervision ▪ Rapports d'évaluation interne à mi-parcours 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Moyens effectifs alloués à la mise en œuvre (i) du schéma directeur agricole; (ii) de la stratégie pour le secteur hydraulique; et (iii) de la stratégie de micro finance ▪ Rapidité dans la mise en place de l'équipe, du CP et du CTS du Programme
Les OP sélectionnées mènent des activités rentables et deviennent des structures capables de répondre efficacement aux besoins de leurs membres et d'être des acteurs incontournables dans la région	<ul style="list-style-type: none"> ▪ % des OP viables appuyées, c'est-à-dire ayant des activités économiques rentables et fournissant des services de qualité à leurs membres, passé de 10%* en 2010 à 30% en 2016 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'IO ▪ Enquête de référence ▪ Rapport des études 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Moyens effectifs alloués à la mise en œuvre (i) du schéma directeur agricole; (ii) de la stratégie pour le secteur hydraulique; et (iii) de la stratégie de micro finance ▪ Rapidité dans la mise en place de l'équipe, du CP et du CTS du Programme

Synthèse	Indicateurs clés de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Effet 1: Les infrastructures rurales sont effectivement gérées et répondent au besoin des ménages ruraux	<ul style="list-style-type: none"> Pourcentage des forages mis en place et fonctionnels 3 ans après leur mise en place (70%) Pourcentage d'artisans réparateurs fonctionnels 3 ans après leur mise en place (70%) Pourcentage de BS fonctionnelles 3 ans après leur mise en place (70%) Pourcentage des routes (bâties/réparées) maintenues et fonctionnelles 3 ans après leur mise en place (70%) Taux de satisfaction des bénéficiaires par rapport aux infrastructures rurales mises en place par le PADER-G (%) Pourcentage des CGPE mis en place et fonctionnels 3 ans après leur mise en place (70%) 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports d'enquêtes et études spécifiques Rapports d'activités de l'opérateur et rapports d'autoévaluation Rapports d'activités du programme et des opérateurs Tableaux de bord de SE Rapport enquêtes sur le degré de satisfaction/d'attentes des bénéficiaires 	<ul style="list-style-type: none"> Performance des entreprises de forage Gestion saine des ressources mises à disposition d'IO Mécanismes simplifiés pour la décentralisation des commissions d'ouverture des offres
Produits: Réaliser/réhabiliter 100 forages équipés de pompes à motricité humaine (PMH) Réaliser de 2 Postes d'Eau Autonome (PEA) Mener au minimum une campagne de sensibilisation (IEC) sur l'eau et l'assainissement Mettre en place et former/encadrer 100 comités de gestion des forages (CGPE) Mettre en place des collaborations avec les acteurs étatiques et privés Réaliser une étude sur les conditions de viabilité des banques de soudure et les mécanismes à mettre en œuvre pour cibler les ménages pauvres Construire 65 structures de stockage des produits	<ul style="list-style-type: none"> Nb de forages réalisés/réhabilités et équipés [100] Nb de PEA réalisés [2] Campagnes d'IEC réalisée [1] Nombre de bénéficiaires de la campagne d'IEC réalisée Nb de CGPE créés/renforcés et encadrés [100] Nb de COGES comptant des femmes dans leurs instances de direction [60] Nb et type de conventions établies avec les acteurs étatiques et privés Étude des BS réalisée [1] Nb de structures de stockage construites [65] Quantité de stocks mis en place [650 tonnes] Nb de bénéficiaires des stocks (hommes, femmes et différentes catégories sociales) [112000] 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités et de SE, Rapport de supervision, tableaux de bords du SE, Rapport d'évaluation interne rapport des opérateurs 	

Synthèse	Indicateurs clés de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Doter les magasins en stock initial de céréales			
<p>Renforcer les capacités de 700 membres des comités de gestion</p> <p>Réaliser une étude de faisabilité de mutualisation des risques entre banques céréalières</p> <p>Sélectionner 20 banques céréalières fonctionnelles et mettre en œuvre l'opération pilote</p> <p>Réaliser/réhabiliter 50 km de pistes rurales</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nb de membres de COGES formés [700] dont 30% de femmes Etude de faisabilité réalisée [1] Plan d'action mis en œuvre, suivi et évalué [1] Nombre banques inclus dans l'opération pilote [20] Linéaire de routes construites/réhabilitées [50 km] 		
<p>Effet 2 : Le réseau des caisses est reconfiguré/restructuré sur une base rentable et est conforme à la réglementation</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'unités de base affiliées au réseau exerçant comme des centres de profit (de 41 à 17 après la restructuration) Agrément du réseau 	<p>Rapports d'activités de l'opérateur et rapports d'autoévaluation</p> <p>Rapports d'activités du programme et des opérateurs</p>	<p>Rapport d'activités et de SE, Rapport de supervision, tableaux de bords du SE, Rapport d'évaluation interne, rapport des opérateurs</p>
<p>Produits: Etablir l'unité technique conforme aux meilleures pratiques : mettre en place 4 services techniques Construire 5 de nouvelles caisses</p> <p>Renforcer les capacités de 106 élus, équipes gérantes, personnel de l'unité technique</p> <p>Développer les outils de gestion professionnels</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nb de services techniques créés [4] Nb de nouvelles caisses créées [5] Nb de sessions de formation [8] Nb de personnes formées [106] dont 30% de femmes Types et nombre d'outils par service technique 		
<p>Effet 3 : Le réseau développe des services et produits adaptés à la demande des populations</p>	<ul style="list-style-type: none"> Volume d'activités d'épargne (F CFA) Volume d'activités de crédit (F CFA) Nombre de nouveaux produits et services développés (Nbre) Taux de crédit accordé aux femmes passera de 45 en 2010 à 60 % en 2016 	<p>Rapports d'activités de l'opérateur et rapports d'autoévaluation</p> <p>Rapports d'activités du programme et des opérateurs</p>	<p>Rapport d'activités et de SE, Rapport de supervision, tableaux de bords du SE, Rapport d'évaluation interne, rapport des opérateurs</p>
<p>Produits: Etudier la faisabilité de l'agroleasing et du crédit islamique Initier une opération-pilote (échantillon de 4 caisses) pour le warrantage, l'agroleasing et le crédit islamique</p>	<ul style="list-style-type: none"> Etudes de faisabilité réalisées Nb caisses ayant fait l'objet d'opération pilote [0] Volume de crédits distribués [0] 		

Synthèse	Indicateurs clés de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Effet 4 : Le développement d'activités rentables et durables par les OP sélectionnées est assuré	<ul style="list-style-type: none"> 75% de plans d'affaires fonctionnels après 4 ans et ayant permis le développement d'activités rentables (%) Taux de satisfaction des bénéficiaires (%) 	Rapports d'activités de l'opérateur et rapports d'autoévaluation Rapports d'activités du programme et des opérateurs	Gestion saine des ressources mises à disposition d'IO Collaboration fructueuse entre IO et ses partenaires locaux, notamment le CNCPRT
Produits: Réaliser une étude diagnostic socio-économique et institutionnel des OP Appuyer la préparation de 40 plans d'affaires simplifiés et de 30 projets pilotes Alphabétiser 400 membres des OP sélectionnées Former 40 OP en capacités institutionnelles, de gestion, d'entrepreneuriat et de commercialisation. Appuyer à l'autoévaluation des performances sur la base des plans d'affaire et des projets pilotes	<ul style="list-style-type: none"> Etude des OP conduite [1] Nb de plans d'affaires élaborés [40] Nb de projets pilotes élaborés [30] Nb de personnes ayant reçu des cours d'alphabétisation fonctionnelle [400] Nb d'OP encadrés [40] Nb de promoteurs encadrés [30] Nb d'OP de personnes formées (femmes /hommes/ jeunes) [800] Nb d'ateliers départementaux d'auto évaluation organisé [16] 		
Effet 5 : Des opérations pilotes d'amélioration de la production et productivité sont testées et les résultats capitalisés	<ul style="list-style-type: none"> 50% de projets porteurs identifiés au profit des bénéficiaires d'ici 2016 	Rapports d'activités de l'opérateur et rapports d'autoévaluation Rapports d'activités du programme et des opérateurs	Gestion saine des ressources mises à disposition d'IO Collaboration entre IO et ses partenaires locaux, notamment le CNCPRT
Produits: Capitaliser et communiquer les résultats des expériences réussies : 30 plans d'affaires, 15 projets pilotes	<ul style="list-style-type: none"> Nb d'expériences réussies de plans d'affaires, capitalisées et diffusées [30] Nb d'expériences réussies des projets pilotes capitalisées et diffusées [15] 		
Effet 6 : Les OP du Guéra délivrent des services à leurs membres et se mettent en réseau pour défendre leurs intérêts	<ul style="list-style-type: none"> Pourcentage d'OP appuyées rendant des services de qualité à leurs membres passé de 10% en 2010 à 50% en 2016 Taux de satisfaction des OP 	Rapports d'activités de l'opérateur et rapports d'autoévaluation Rapports d'activités du programme et des opérateurs	Gestion saine des ressources mises à disposition d'IO Collaboration fructueuse entre IO et ses partenaires locaux, dont le CNCPRT
Produits: Renforcer les capacités OP Définir les priorités et élaborer un plan d'action Faciliter la mise en réseau des OP (voyages d'échange, ateliers de discussion) Réaliser des études sur filières vivrières porteuses	<ul style="list-style-type: none"> Nb d'OP formées [100] Nb de personnes formées [1000] Nb plan d'action élaboré [50] Nb d'OP mises en réseau Nb d'études filières vivrières menées 		

Synthèse	Indicateurs clés de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Effet 7: La gestion et la coordination du programme assurent une mise en œuvre et un suivi optimaux des activités de terrain	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cible de 80% de taux d'exécution physique des PTBA annuels ▪ Cible de 80% de taux d'exécution financière des PTBA annuels ▪ Cible 80% de taux de décaissement ▪ Transmission à temps (telle que décrite dans l'accord de financement) au FIDA des tableaux SYGRI, des états financiers et des audits 	Rapport d'achèvement Rapports de supervision Rapports d'activités Rapports d'audit Rapports SYGRI et SE Etats financiers	Disponibilité de personnel qualifié pour la constitution de l'UCGP Opérationnalité de la cellule administrative et financière et de la cellule SE Logiciel de SE et de comptabilité installé à temps et maîtrisés par le personnel
Produits : 7.1 Mettre en place et opérationnaliser les outils de gestion et de pilotage du programme 7.2 Concevoir et mettre en œuvre le système de suivi-évaluation 7.3 Établir un plan de communication (interne et externe) incluant les objectifs, résultats attendus, activités, moyens à mettre en œuvre et plan de développement annuel 7.4 Réaliser les outils nécessaires à la communication et visibilité du projet (spot radio, chansons, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de manuels de procédures élaborés/révisés [4] ▪ Nombre de PTBA élaborés [5] ▪ Nombre de Plans de Passation de Marchés (PPM) élaborés [5] ▪ Nombre d'audits réalisés [5] ▪ Mission de revue à mi-parcours [1] ▪ Nombre de rapports financiers élaborés [5] ▪ Nombre missions de supervisions réalisées [10] ▪ Nombre de dispositifs mis en place ▪ Nbre d'outputs générés par le système SE (Nbre) ▪ Enquête socio-économique de référence [1] ▪ Nombre d'enquêtes/études spécifiques réalisées ▪ Nombre d'évaluations internes et externes conduites [4] ▪ Rapport d'achèvement [1] ▪ Enquête d'impact conduite [1] ▪ Plan de communication élaboré [1] ▪ Nombre et types d'outils de communication et de visibilité conçus 	Rapport d'activités Manuels des procédures PTBA et PPM Rapport d'audit Rapport d'activités du Programme Manuel de SE Rapport d'enquêtes et d'études Rapport d'activité du Programme Rapport de consultation	

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui
Exécution du projet	Mettre en place avec les CGPE et les COGES, <u>sur une base conventionnelle</u> , et avant toute intervention en matière de PE et de BS, des mesures de gestion rigoureuse et de pérennisation des ouvrages (y compris l'ouverture et l'entretien d'un compte à la CEC)	Immédiatement	RC1, RC3 et I.O
	Poursuivre et finaliser la mise en place d'un mécanisme de constitution et de gestion des stocks de soudure, avec la contribution du PAM si possible suite à l'identification des bénéficiaires vulnérables	Immédiatement	Coordonnateur, RC1, I.O, RSE et ASE
	Initier avec le PAM des projections pour « Food for Work » dans le cadre du plan de réhabilitation des pistes dans le Barh Signaka en 2014	Immédiatement	Coordonnateur, RC1 et I.O
	Finaliser et déposer au plus vite la nouvelle demande d'agrément COBAC pour qu'elle soit présentée à la session de septembre 2013	05 Juillet 2013	CIDR RC2 et Coordonnateur
	Mettre en œuvre une stratégie et un plaidoyer puissants impliquant les voix autorisées (MMPFJ, MINFIB, PAFIT...) pour obtenir l'agrément avant décembre 2013	Immédiatement et continu	CIDR avec RC2 et Coordonnateur
	Renforcer la sensibilisation et l'information des CEC sur les enjeux du passage de l'autogestion à la reconfiguration et la professionnalisation	Immédiatement	CIDR RC2, RIEC et Coordonnateur
	Poursuivre en parallèle le processus d'extension et d'équipement des caisses, l'IEC sur la mobilisation de l'épargne en direction des cibles du PADER-G dans la perspective de l'ouverture de nouvelles CU/CR	Immédiatement et en continu	Coordonnateur, RIEC, RC1, RC2, RC3, RPM, CIDR et I.O
	Suivre/renforcer le professionnalisme des gestionnaires des CEC en vue de l'opérationnalisation du fonds d'appui aux microprojets des OP	Juillet à décembre 2013	CIDR, RC2, RC3 et I.O
	Revoir les procédures du Fonds d'appui aux microprojets des OP pour les arrimer à celles d'un système de financement durable d'EMF et les valider au cours d'un atelier participatif	Entre juin et le 10 Aout 2013	RC3, RC2, CIDR, I.O et Coordonnateur

	Accélérer le processus d'élaboration des plans d'affaires et microprojets des OP, et former ces dernières aux procédures du Fonds d'appui	D'ici à décembre 2013	RC3, I.O
	Renforcer la structuration des OP/COGES/CGPE et les mettre en relation avec les CEC pour le financement de leurs AGR	Immédiatement et en continu	RC3, I.O et CIDR
	Former tous les animateurs intervenant dans le programme sur une approche d'IEC commune permettant de satisfaire les principaux besoins d'informations et de conseils des OP/COGES/CGPE	Juillet 2013	R.IEC, RC1, RC2 et RC3
	Suivre rigoureusement l'incidence de l'alphabétisation sur l'appropriation des réalisations du PADER-G et la gestion dans les OP/CGPE/COGES	Immédiatement et en continu	RC1, RC2, RC3, I.O et CIDR
	Suivre de près et accompagner IO dès le départ pour les activités de développement sur la base d'un plan de travail mensuel	Juillet 2013 à Déc 2013	RC3, RC1, I.O et Coordonnateur
	Evaluer les performances des opérateurs et appliquer rigoureusement les clauses coercitives relatives au renouvellement de la convention de partenariat	Mensuellement et Continu	Coordonnateur et RC1, RC2, RC3
Coordination et SE	Transmettre au FIDA l'évaluation 2012 du Coordonnateur du PADER-G	Juillet 2013	SG/MAI
	Pour éviter des retards de mise en œuvre et l'engagement des financements pour I.O et le CIDR en temps voulu, améliorer et accélérer le circuit de transmission des pièces justificatives de dépenses de I.O et du CIDR à l'UGCP	Immédiatement et en continu	I.O et CIDR
	Finaliser les conventions avec les partenaires publics, notamment avec le MHUR et le MIE	Immédiatement	Coordonnateur, MHUR et MIE
	Ouvrir un compte I.O à la CU de Mongo et définir les personnes autorisées à mouvementer ce compte de manière à faciliter la gestion locale des opérations de I.O pour le PADER-G.	Fin juillet 2013	I.O
	Finaliser la saisie des données 2012 sur le nouveau logiciel et poursuivre rigoureusement la collecte des données	30 novembre 2013	RSE, ASE, R.IEC, RC1, RC2, RC3
	Organiser la formation de l'ASE et des chefs de composantes en gestion de base de données	Aout 2013	Coordonnateur et RSE
	Envoyer à l'UGCP du PADER-G une demande formelle de formation à l'utilisation de base de l'application informatique de SE pour la DEPP	Aout 2013	MAI

Durabilité	Organiser la visite d'échange du RSE avant d'engager le ciblage nominatif	Avant décembre 2013	Coordonnateur, FIDA
	Assurer l'assistance technique continue pour l'entretien SSE informatique	Continu	RSE et Consultant
	Sensibiliser, renforcer les capacités de gestions des organisations et mettre l'accent sur l'autogestion et la maintenance des ouvrages	Avant appui	RC1, et I.O
	Suivre le recyclage des artisans réparateurs en collaboration avec l'UE Renforcer la gestion et toutes les capacités du réseau des CEC	Nov 2013 Continu	RC1, et I.O CIDR, et RC2
Aspects fiduciaires	Recruter un Assistant Comptable au niveau de Mongo, ayant une expérience de la comptabilité de Programme de développement	31/10/2013	Coordonnateur
	Effectuer une formation en interne pour le Comptable et l'Assistant comptable à recruter, sur les schémas de comptabilisation et sur les équilibres comptables tels stipulés dans le manuel de procédures	31/11/2013	RAF Coordonnateur
	Effectuer semestriellement des missions de contrôle interne auprès de l'Antenne dont les TDR couvriront l'ensemble de la gestion administrative et fiduciaire de l'Antenne	Continu	RAF
	Analyser la faisabilité des programmes d'activités I.O et CIDR du 2nd semestre et amender les conventions pour: (a) tenir compte du redimensionnement du programme d'activités, et (b) mettre à leur disposition l'ensemble du budget du programme d'activités en une DPD	Juin 2013	Coordonnateur RAF RC1, RC2, RC3, RSE, I.O, CIDR
	Recruter un Assistant Comptable au niveau de Mongo, ayant une expérience de la comptabilité de Programme de développement	30/10/2013	Coordonnateur et RAF
	Effectuer une formation en interne pour le Comptable et l'Assistant comptable à recruter sur les schémas de comptabilisation et le contrôle interne, et sur les équilibres comptables tel stipulé dans le manuel de procédures	30/10/2013	RAF et Coordonnateur
	Effectuer mensuellement l'analyse de la cohérence des comptes du Bilan afin de corriger éventuellement les erreurs sur les comptes de « Subventions »	Permanent	RAF

Passation des marchés	Finaliser dans les meilleurs délais l'archivage des dossiers de passation des marchés	Juillet 2013	RPM
	Reprendre le PPM 2013 pour y intégrer les nouvelles activités identifiées et refléter la réalité des activités déjà engagées en matière de construction de magasins	Juin 2013	Coordonnateur RPM, RC1, RC2, RC3, RSE
	Organiser un atelier de formation en PM (Fournitures, travaux & services de consultants) selon les procédures du FIDA pour certains cadres du PADER-G, la commission locale de PM du PADER-G, un représentant de la COJO du MAI, un de l'OCMP et le RPM de la CMOP	Août 2013	Coordonnateur et FIDA
	Diligenter les dossiers de passation des marchés en instance de finalisation au niveau du programme	Immédiat	RPM, Coordonnateur, RC1, RC2, RC3
Autres	Organiser (en synergie I.O/CIDR et PADER-G) des émissions interactives à la Radio Communautaire de Mongo pour soutenir l'unicité d'action du programme et la corrélation entre composantes	Immédiatement et en continu	RIEC
	Elaborer une stratégie IEC adaptée aux réalités de la zone à mettre en œuvre en veillant au respect de l'aspect genre dans la constitution de l'équipe dédiée	Novembre 2013 puis continuellement	RIEC
	Restituer les résultats de la formation FRAO sur la capitalisation à IO et CIDR et définir ensemble un plan d'action pour la capitalisation de quelques expériences du PADER-G	Août 2013	RIEC et Coordonnateur
	Marquer la visibilité de toutes les réalisations du PADER-G programme avec des panneaux	Immédiatement et Continu	RIEC

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Période : 01/01/2013 à 31/05/2013								
Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	PTBA 2013			RPE		
			Objectif	Chiffres effectifs	%	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré évaluation	%
Composante 1 : Amélioration des infrastructures de base								
Sous-composante 1A : Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement								
Réaliser 100 forages nouveaux équipés de pompes à motricité humaine (PMH) et réhabiliter 20 anciens	Nombre de forages réalisés/réhabilités et équipés*	Nbre	33	19	58%	33	120	28%
Réaliser de 2 Postes d'Eau Autonome (PEA)	Nombre de PEA réalisés*	Nbre	0			0	2	0%
Mener au minimum une campagne de sensibilisation (IEC) sur l'eau et l'assainissement	Nombre de Campagnes d'IEC réalisée	Nbre	16	0	0%	0	1	0%
	Nombre de bénéficiaires de la campagne d'IEC réalisée	Nbre	24000	0	0%	0	25000	0%
Mettre en place et former/encadrer 100 comités de gestion des forages (CGPE)	Nombre de CGPE créés/renforcés et encadrés*	Nbre	83	33	40%	33	120	28%
	Nombre de CGPE comptant des femmes dans leurs instances de direction*	Nbre	25	18	72%	18	60	30%
	Nombre de CGPE formés*	Nbre	83	24	29%	25	120	21%
	Nombre de membres de CGPE formés*	Nbre	415	372	90%	184	600	31%
	Nombre de femme membres de CGPE formés*	Nbre	125	73	59%	74	180	41%
Réalisation de 100 latrines	Nombre de latrines réalisées*	Nbre	50	0	0%	0	100	0%
Mettre en place des collaborations avec les acteurs étatiques et privés	Nombre et type de conventions établies avec les acteurs étatiques et privés	Nbre	1	0	0%	1	2	50%
Sous-composante 1B : Amélioration de la disponibilité des céréales en période de soudure								
Réalisation d'une étude diagnostic et de viabilité sur les Banques de soudure (BS)	Étude des BS réalisée	Nbre	1	0	0%	1	1	100%
Construire 65 structures de stockage des produits	Nombre de structures de stockage construites*	Nbre	20	0	0%	0	65	0%
	Quantité de stocks mis en place	tonnes	200	0	0%	0	650	0%
Poursuite de la réhabilitation de 6 anciens magasins villageois mis en place par le PSANG	Nombre de structures de stockage réhabilitées*	Nbre	6	6	100%	6	75	8%

Doter les magasins en stock initial de céréales	Nombre de bénéficiaires des stocks*	Nbre	34462	0	0%	0	112000	0%
Renforcer les capacités des comités de gestion	Nombre de COGES formés et encadrés*	Nbre	26	31	119%	6	140	4%
	Nb de membres de COGES formés*	Nbre	156	0	0%			
	Nombre de femmes membres de COGES formés*	Nbre	47	0	0%	0	700	0%
Réaliser une étude de faisabilité de mutualisation des risques entre banques céréalières	Etude de faisabilité réalisée	Nbre	1	0	0%	0	1	0%
	Plan d'action mis en œuvre, suivi et évalué	Nbre	0			0	1	0%
Sélectionner 20 banques céréalières fonctionnelles et mettre en œuvre l'opération pilote	Nombre de banques inclus dans l'opération pilote	Nbre	0			0	20	0%
Sous-composante 1C : Amélioration de l'accès aux marchés ruraux								
Réaliser/réhabiliter 50 km de pistes rurales	Linéaire de piste construites/réhabilitées*	Km	50	0	0%	0	50	0%
Composante 2: Amélioration de l'accès aux services financiers								
Sous-composante 2A : Appui à la restructuration du réseau et à la professionnalisation de son système de gestion								
Opérationnalisation du processus de reconfiguration des CEC engagé en 2011	Nombre d'unités de base affiliées au réseau exerçant comme centres de profit (de 41 en 2010, l'effectif passera à 17 après la restructuration)*	Nbre	11	9	82%	9	17	53%
	Membres des groupes d'épargne et de crédit créés/consolidés	Nbre	19000	18 975	99,9 %	18 975	33450	57%
	Membres des groupes d'épargne et de crédit créés/consolidés	homme	12047	11 566	96%	11 566	23415	49%
	Membres des groupes d'épargne et de crédit créés/consolidés	femme	5163	6 970	135%	6 970	10035	69%
Mise en conformité du réseau par rapport à la réglementation	Groupes d'épargne et de crédit comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nbre	3	8	267%	8	6	133%
	Agrément du réseau	Nbre	1	0	0%	0	1	0%
Développement des services et produits adaptés à la demande des populations	Volume d'activités d'épargne*	FCFA	650000000	561 410491	86%		801862973	0%
	Épargnants volontaires*	Nbre	12850	9 932	77%	11179	45785	24%
	Épargnants volontaires*	homme	7200	6080	84%	7009	22893	31%
	Épargnants volontaires*	femme	5200	3554	68%	4170	22892	18%
	Volume d'activités de crédit*	FCFA	650 000 000	394 178 971	61%	433 737 646	1 778 112 469	24%
	Emprunteurs actifs*	Nbre	5800	4 415	76%	6015	23740	25%

	Emprunteurs actifs*	homme	3600	2820	78%	3746	11870	32%
	Emprunteurs actifs*	femme	2200	1 531	70%	2204	11870	19%
	Nombre de nouveaux produits et services développés	Nbre	2	2	100%	2	2	100%
	Taux de crédit accordé aux femmes passera de 45 en 2010 à 60% en 2016	FCFA	3900000000	125 766 638	32%	260242587, 6	1066867481	24%
Etablir l'unité technique conforme aux meilleures pratiques : mettre en place 4 services techniques	Nombre de services techniques créés	Nbre	2	2	100%	2	4	50%
Construire 5 de nouvelles caisses	Nombre de nouvelles caisses créées	Nbre	2	0	0%	0	5	0%
Extension de 7 caisses mères et bureau de l'union	Nombre de caisses aménagées	Nbre	7	0	0%	0	7	0%
Renforcer les capacités de 106 élus, équipes gérantes, personnel de l'unité technique	Nombre de sessions de formation	Nbre	5	3	60%	3	5	60%
	Nombre de personnes formées*	Nbre	195	104	53%	64	106	60%
	Nombre de femme formées*	Nbre	59	39	67%	26	20	130%
Développer les outils de gestion professionnels	Types et nombre d'outils par service technique	Nbre	2	2	100%	2	4	50%
Sous / composante 2.B: Appui à la performance et à la viabilité du réseau								
Etudier la faisabilité de l'agroleasing et du crédit islamique	Etudes de faisabilité réalisées	Nbre	1	0	0%	0	1	0%
Initier une opération-pilote (échantillon de 4 caisses) pour le warrantage, l'agroleasing et le crédit islamique	Nombre de caisses ayant fait l'objet d'opération pilote	Nbre	4	0	0%	0	4	0%
	Volume de crédits distribués dans cadre de l'opération pilote	FCFA	30000000	0	0%	0	275000000	0%
Composante 3 : Renforcement des capacités organisationnelles des OP dans leurs activités économiques et leur structuration								
Sous-composante 3A : Fonds d'appui au développement des activités économiques productives des OP								
Réaliser une étude diagnostic socio-économique et institutionnel des OP	Etude des OP conduite	Nbre				1	1	100%
Appuyer la préparation de 40 plans d'affaires simplifiés et de 30 projets pilotes	Nombre de plans d'affaires élaborés	Nbre	10	0	0%	0	40	0%
	Nombre de projets pilotes élaborés	Nbre	10	0	0%	0	30	0%
	Personnes ayant accès au fonds destinés au développement*	Nbre	200	0	0%	0	13290	0%
	Personnes ayant accès au fonds destinés au développement (Homme)*	homme	104	0	0%	0	6392	0%
	Personnes ayant accès au fonds destinés au développement (femme)*	femme	96	0	0%	0	3898	0%

Alphabétiser 400 membres des OP sélectionnées	Nombre de personnes ayant reçu des cours d'alphabétisation fonctionnelle*	Nbre	100	0	0%	0	400	0%
Former 40 OP en capacités institutionnelles, de gestion, d'entrepreneuriat et de commercialisation.	Nombre d'OP encadrés*	Nbre	40	40	100%	40	140	29%
	Nombre de promoteurs encadrés*	Nbre	10	0	0%	0	30	0%
	Nombre de personnes formées (femmes /hommes/ jeunes)*	Nbre	200	0	0%	0	800	0%
Appuyer à l'autoévaluation des performances sur la base des plans d'affaire et des projets pilotes	Nombre d'ateliers départementaux d'auto évaluation organisé	Nbre	4	0	0%	0	16	0%
Capitaliser et communiquer les résultats des expériences réussies : 30 plans d'affaires, 15 projets pilotes	Nombre d'expériences réussies de plans d'affaires, capitalisées et diffusées	Nbre				0	30	0%
	Nombre d'expériences réussies des projets pilotes capitalisées et diffusées	Nbre				0	15	0%
Sous-composante 3.B : Renforcement des capacités organisationnelles et techniques des OP								
Renforcer les capacités des OP	Nombre d'OP formées*	Nbre	40	0	0%	0	100	0%
	Nombre de personnes formées*	Nbre	400	0	0%	0	1000	0%
	Groupes communautaires comptant des femmes dans leurs instances de direction*	Nbre	12	33	275%	33	42	79%
Définir les priorités et élaborer un plan d'action	Nombre plan d'action élaboré	Nbre	0			0	50	0%
Faciliter la mise en réseau des OP (voyages d'échange, ateliers de discussion)	Nombre d'OP mises en réseau*	Nbre	0			0		
Réaliser des études sur les filières vivrières porteuses	Nombre d'études filières vivrières menées	Nbre	2	0	0%	0	2	0%
Composante 4: Gestion, coordination et suivi évaluation du programme								
Mettre en place et opérationnaliser les outils de gestion et de pilotage du programme	Nombre de manuels de procédures élaborés/révisés	Nbre	2	0	0%	2	4	50%
	Nombre de PTBA élaborés	Nbre	1	1	100%	2	5	40%
	Nombre de Plans de Passation de Marchés (PPM) élaborés	Nbre	1	1	100%	2	5	40%
	Nombre d'audits réalisés	Nbre	1	0	0%	0	5	0%
	Mission de revue à mi-parcours	Nbre				0	1	0%
	Nombre de rapports financiers élaborés	Nbre	1	1	100%	1	5	20%
	Nombre de missions de supervisions réalisées	Nbre	2	0	0%	1	10	10%
Concevoir et mettre en œuvre le système de	Nombre de dispositifs mis en place	Nbre	4	2	50%	2	4	50%

suivi évaluation	Nombre d'outputs générés par le système SE	Nbre	3	2	67%	2	4	50%
	Enquête socioéconomique de référence conduite	Nbre				1	1	100%
	Nombre d'enquêtes et études spécifiques réalisées	Nbre	1	0	0%			
	Nombre d'évaluations internes et externes conduites	Nbre						
	Rapport d'achèvement	Nbre				0	1	0%
	Enquête d'impact conduite	Nbre				0	1	0%
Etablir un plan de communication	Plan de communication élaboré	Nbre	1	0	0%	0	1	0%
Réaliser les outils nécessaires à la communication et visibilité du projet	Nombre et types d'outils de communication et de visibilité conçus	Nbre	4	2	50%	2	10	20%
Nombre de Bénéficiaires								
	Ménages ayant bénéficié des services du projet*	Nbre	8 400	4 913	58%	5 613	38 650	15%
	Personnes ayant bénéficié des services du projet*	Nbre	50 400	29 475	58%	33 675	132 330	25%
	Personnes ayant bénéficié des services du projet*	homme	24 192	14 148	58%	16 164	63 651	25%
	Personnes ayant bénéficié des services du projet*	femme	26 208	15 327	58%	17 511	68 679	25%
	Groupes ayant bénéficié des services du projet*	Nbre	149	104	70%	88	419	21%
* Indicateurs SYGRI (niveau 1) ou apparentés aux indicateurs SYGRI								

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

Bailleurs	% du Plan de financement	% par rapport au montant total exécuté	Taux d'exécution de son financement
FIDA	17 401 000	2 617 375	15%
GVT	2 529 000	676 000	27%
	19 930 000	3 293 375	17%

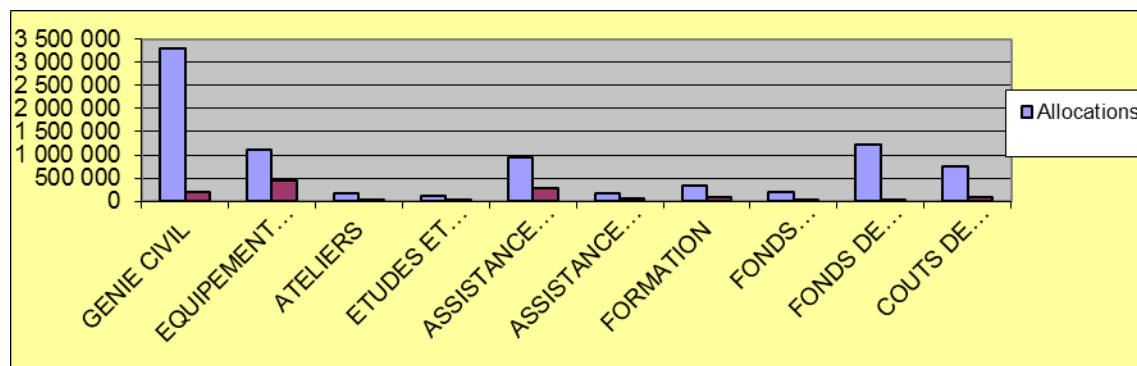
Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

	Prêt/Don FIDA			Gouvernement			TOTAL		
Composante	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%
Amélioration des infrastructures de base	6 623	4	0,06%	1403	7	0,47%	8 026	11	0,13%
Amélioration de l'accès aux services financiers ruraux	2 917	307	10,54%	144	70	48,71%	3 061	377	12,33%
Renforcement des capacités des OP à la base et de leurs représentations	4 045	277	6,85%	410	71	17,24%	4 455	348	7,81%
Coordination et Gestion	3 815	1468	38,47%	572	364	63,56%	4 387	1 831	41,74%
Total	17 400	2056	11,82%	2529	511	20,20%	19 929	2 567	12,88%

Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 06/06/2013)

Catégories	Description	Allocations	Décaissements	DRF 11 en instruction	Dep éligible en remb au 31/05/2013	Total	Solde	%tage
		en DTS	Cumulatifs en DTS	En DTS	En DTS	En DTS	en DTS	Décais.
	ADVANCE OF FUNDS - DEMARRAGE		734			734	-734	
	ADVANCE OF FUNDS - AUTHORIZED ALLOCATION		753 504			753 504	-753 504	
	GENIE CIVIL	3 290 000	120 761	62 664	3 427	186 851	3 103 149	5,68%
	EQUIPEMENTS, MATERIELS ET VEHICULES	1 100 000	321 013	90 312	23 978	435 304	664 696	39,57%
	ATELIERS	180 000	28 093	14 707	2 654	45 454	134 546	25,25%
	ETUDES ET RECHERCHES	120 000	0	377	254	631	119 369	0,53%
	ASSISTANCE TECHNIQUE INTERNATIONALE	950 000	248 305	17 878	6 573	272 757	677 243	28,71%
	ASSISTANCE TECHNIQUE NATIONALE	170 000	45 786	3 860	20	49 666	120 334	29,22%
	FORMATION	350 000	48 922	23 914	2 660	75 496	274 504	35,95%
	FONDS D'APPUI AU DEV. DES MICROPROGRAMMES DES OP	210 000	0	0	414	414	209 586	0,03%
	FONDS DE MISE EN OEUVRE DES COPM. 2B ET 3B	1 230 000	3 982	3 249	4 300	11 531	1 218 469	1,56%
	COUTS DE FONCTIONNEMENT	740 000	48 962	13 360	12 805	75 127	664 873	4,55%
	SALAIRES ET INDEMNITES	1 650 000	94 671	68 707	34 305	197 682	1 452 318	17,81%
	NON ALLOUE	1 110 000					1 110 000	
	TOTAUX	11 100 000	1 714 734	299 028	91 390	2 105 152	8 994 848	18,97%

Figure 1: Décaissement au titre du Don FIDA: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section B.06	Un compte désigné (Compte principal des opérations) libellé en francs de la Communauté Financière Africaine (FCFA) est ouvert au nom de l'Emprunteur auprès d'une banque de N'Djamena acceptable pour le Fonds, pour le financement du Programme	effectif	Le compte désigné a été ouvert	- Le compte désigné a reçu le dépôt initial de 600 millions FCFA à date
Section B.07	Un compte du Programme (Sous-compte des opérations) libellé en FCFA est ouvert au nom de l'Emprunteur auprès de la caisse urbaine de Mongo pour les opérations relatives au Programme	non effectif	Le compte n'a pas encore été ouvert	L'UCGP a ouvert son compte d'opérations à la Caisse d'Epargne et de Crédit en 2013. Le solde disponible à la date du 31/05/2013 est de --- millions FCFA.
Section B.08	Un compte de fonds de contrepartie (Compte de fonds de contrepartie) libellé en FCFA est ouvert au nom de l'Emprunteur auprès d'une banque de N'Djamena acceptable pour le Fonds	Effectif	Le compte de contrepartie a été mis en place	L'UCGP a ouvert à la CBT en 2012 le compte de contrepartie; le solde disponible au 31/05/2013 est de 295 millions FCFA.
Section B.09	(a) La contribution de l'Emprunteur au financement du Programme est évaluée à la somme en FCFA équivalente à 2,500 millions USD, ce montant représente : (a) l'Ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront pris en charge par l'Emprunteur au moyen d'exonération ou en ayant recours à la procédures des chèques tirés sur le trésor ; et (b) La contribution de l'Emprunteur sous forme de fonds de contrepartie , aux taxes grevant les petites dépenses et à celles pour lesquelles le recours à la procédure de chèques tirés sur le Trésor est impossible	effectif		Le Gouvernement a mis en place en une seule fois les ressources en numéraire à décaisser sur les 5 ans (304 millions FCFA). Un décaissement supplémentaire de 35 millions FCFA a été effectué par le Gouvernement en fin novembre 2012. Une programmation sur le Budget d'investissement de l'Etat de 150 millions FCFA au titre de l'exercice 2012 et 75 millions FCFA sont en attente de décaissement à la date du 31/05/2013. Le montant des taxes (payées + concédées) imputées sur la CP à date sur le a été évalué à 217 millions FCFA
Dispositions relatives à l'Exécution	Un comité de Pilotage sera créé par Arrêté de l'Emprunteur, lequel prévoira la composition et responsabilité du CP	effectif	Le comité de pilotage est en place et a analysé et adopté en décembre 2012 le PTBA 2013 du PADER G	
Clauses particulières : Annexe 3.1	Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Emprunteur s'engage à adopter le mécanisme de décentralisation des marchés prévu par le PSANG II, et ce, en attendant la mise effective des CROJOS	Effectif		La CROJOS a été mise en place par décret signé du Gouverneur du Guéra et la Structure est mise en place et opérationnelle.
Section 7.01 CG	Le PTBA doit être soumis au FIDA pour examen et observations	Préoccupation permanente	Le PTBA 2013 a été transmis au FIDA le 27/12/2012	Le FIDA a donné sa non objection sur le PTBA 2013 en février 2013.
Section 7.08 CG	Les polices d'assurance couvrant les véhicules, le matériel et les travaux de génie civil financés au moyen du produit du prêt doivent être conformes à de saines pratiques commerciales	Non effectif	les véhicules du Programme n'ont pas été acquis	Le Programme a acquis 9 véhicules dont trois ont été mis à la disposition des opérateurs. Tous les véhicules sont assurés et 5 véhicules sont équipés de radio UN.

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 7.11 CG	L'Emprunteur /Bénéficiaire ou l'Agent Principal du Programme assure le personnel clé du Programme contre les risques de maladie et d'accident selon de saines pratiques commerciales ou selon les pratiques habituelles en vigueur au Tchad	31/12/2012	Non effectif	Le PADER G, suite à la recommandation de la mission de novembre 2012, a mis en place un système interne de gestion de la couverture médicale. un montant plafond pour les soins de santé par Agent, géré par le Programme. 80% des soins des agents seront pris en charge, à concurrence du plafond fixé.
Section 8.03 CG	Présentation au FIDA, tous les six mois, de rapports sur l'avancement des activités	Préoccupation permanente	le rapport d'activités juin – octobre 2012 a été transmis au FIDA	le Projet est à transmettre au FIDA également ses rapports trimestriels au FIDA
Section 9.03	Présentation du rapport d'audit au FIDA 2012	30 juin 2013	L'audit des comptes 2012 n'a pas encore été réalisé	Les TDR de l'auditeur ont été non objectés par CFS et les travaux d'audit ont démarré le 10/06/2013. Le rapport provisoire est attendu le 20/06/2013

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Bien que le PADER-G ne soit pas encore entré en vitesse de croisière, le programme dégage déjà quelques leçons sur :

(i) la nécessité d'un bon ciblage dans l'atteinte rapide de résultats visibles et des impacts : le programme démarrera ses appuis aux microprojets des OP en commençant par celles qui ont fait l'objet d'un diagnostic organisationnel actualisé, ainsi que celles qui présenteront des projets pertinents dans les filières jugées porteuses dont les études sont en cours ;

(ii) l'approche progressive consistant à ouvrir l'appui du programme aux autres OP au fur et à mesure que ces dernières renforceront leur structuration est également à retenir à la fois comme une incitation et une prime à l'organisation des OP ;

(iii) la nécessité d'assurer un suivi ou un appui léger ne serait-ce qu'à titre de rappel auprès des bénéficiaires d'équipements (PE, BS) d'un projet précédent non seulement permet d'assurer une meilleure pérennité des investissements en place, mais également d'assurer une meilleure répartition des nouveaux équipements dans la région et de redynamiser certains COGES ;

(iv) l'importance des données sociologiques (mises en évidence lors de la formulation ou connues au cours de la mise en œuvre) de la région du Guéra : certaines mœurs et caractéristiques socio historiques pourraient, si elles ne sont pas prises en compte avec soin et circonscrites par une sensibilisation efficace, mettre en péril une stratégie au niveau opérationnel (cf. Barlo 1 situé le long de la nationale et dont la cohésion sociale est faible, et Sara Kenga qui n'a pas oublié les conflits historiques avec certains groupes sociaux de la région)

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

(i) la mise en place d'une commission locale de passation des marchés pour le programme a permis de diligenter l'avancement des opérations de passation des marchés de montants inférieurs à 50 millions de FCFA.

(ii) le « crédit jour de marché » est un produit financier testé par la CU de Mongo au profit des femmes, pour leur faciliter les opérations de petit commerce. Il est octroyé aux femmes qui achètent et revendent le jour du marché, dégagent une marge commerciale et remboursent le prêt à la CU. Ce produit est très apprécié des femmes de la CELIAF à titre d'exemple.

Annexe 1 : Suivi des recommandations de la 1ère mission de supervision du FIDA du 26/11 au 07/12/2012

Date de la dernière mise à jour :

Date d'édition : 24/06/2013

Recommandation	Date buttoir	Responsables	Date d'exécution	Observations
Recommandations globales				
Finaliser l'installation et la fourniture des matériels et équipements pour l'UCGP à Mongo et à Melfi	31-janv-13	Coordonnateur	28/02/2013	Fait
Elaborer un PTBA et un PPM réalistes	déc-12	UCGP	27/12/2012	Fait
Finaliser et valider avec les partenaires et le FIDA le manuel d'opérations y compris le manuel des procédures du Fonds d'appui aux OP	31-janv-13	Coordonnateur RC3/RC2/IO/CIDR		une première mouture du Manuel des opérations a été élaborée et soumise pour lecture interne au Staff de l'UGCP
Opérationnaliser les conventions signées avec I.O et CIDR (équipements, validation des outils...)	Immédiat	Coordonnateur	24/12/2012	Fait
Sensibiliser-informer les populations sur les interventions du PADER-G en vue du démarrage des activités de terrain	janv-13	UCGP Autorités locales	10/03/2013	4 ateliers ont été organisés dans les 4 départements de la zone d'intervention du PADER-G 228 personnes ont pris part
Soutenir et animer une plateforme des partenaires de développement du Guéra	Immédiat et Continu	Coordonnateur Autorité régionale	27/12/2012	le PADER-G participe à deux cadres de concertation (cluster pour la sécurité alimentaire avec le PAM comme leader et un autre sur les interventions en matière d'infrastructures rurales où la PADER-G comme l'un des initiateurs)
Opérer les réajustements comptables et mettre en place le contrôle interne conformément au Manuel de procédures	Immédiat	RAF	07/12/2012	
Recommandations au regard de la composante 1				
Requérir l'implication du MAI dans le suivi des conventions en souffrance chez les partenaires publics en vue de leur signature rapide	Immédiat	Coordonnateur (Président CP)		les suggestions du FIDA pour l'amélioration des protocoles d'accord ont été reçues mais celles-ci ne semblent pas être applicables aux services de l'Etat. Ce dossier sera traité au cours de la mission de supervision.
Internaliser et valider d'une manière participative les méthodes et outils opérationnels du PADER-G avec les partenaires de mise en œuvre	31/01/2013	Coordonnateur (UCGP)	29/01/2013	Fait
Redynamiser les comités de gestion concernés avant toute réhabilitation des magasins et des points d'eau	31/01/2013	IO/RC1 (RC3)	15/03 au 14/05/2013	Tous les COGES des BS ont été redynamisés. Pour CGPE, 30 sur 33 ont été redynamisés dont 2 à travers le financement traditionnel de IO. Les 3 comités restant ont été restructurés et leur formation est programmée.
Collaborer avec le PAM en vue de la mise en place d'un mécanisme pour la constitution et la gestion des stocks dans les banques de soudure	31/01/2013	IO/RC1 (RC3)		le contour de la collaboration avec le PAM sera défini à l'issue de l'étude sur la durabilité des banques de soudure qui sera entreprise par IO. Cette étude est toujours attendue

Recommandations au regard de la composante 2				
Professionaliser en priorité les Caisses susceptibles de gérer les fonds d'appui des microprojets des OP (cf. composante 3)	30/06/2013	CIDR/UCEC	18/03/2013.....	Dans le processus de professionnalisation, la priorité a été accordée aux caisses rurales (7CEC). A ce jour de le processus de redéploiement du personnel et le transfert des actifs sont achevés dans ces caisses. Il reste les extensions et les équipements.
Renforcer la sensibilisation à la mobilisation de l'épargne (épargne avant crédit)	Immédiat	CIDR/UCEC	15/02/2013	La sensibilisation a été amorcée le 15/02/2013 lors de l'AGO de la caisse de Mongo et se poursuit au quotidien par les agents de crédit
Promouvoir les femmes aux postes de responsabilité dans les Caisses (cf. programme d'alphabétisation, composante 3)	Continu	CIDR/UCEC (RC2/RC3)	26/03/2013	le critère de choix des membres aux postes de responsabilité = au minimum 5 femmes dans les instances de gestion a été respecté lors des AGO prévues en 2013. A ce jour les femmes représentent 35% des membres des instances de direction des CEC
Renforcer la gestion des crédits, le contrôle interne et l'audit	Immédiat	CIDR/UCEC (RC2)		Le CIDR a engagé la restructuration du suivi et contrôle interne. Cependant ces services doivent établir un plan de contrôle interne précis et produire des rapports mensuels et les transmettre au RC2
Développer des synergies et l'harmonisation avec les autres intervenants (PAFIT/FENU, PROMIFIT/BID, PAPAT/BM...)	Continu	RC2 (CIDR)	21/05/2013	Le RC2 et RC3 ont identifié les intervenants dans le domaine de la micro-finance au Guéra. Une rencontre a eu lieu avec ceux-ci le 21/05/2013 pour jeter les bases d'un cadre de concertation formel
Recommandations au regard de la composante 3				
Suivre et accélérer les activités de mise en place du dispositif d'intervention de IO (recrutements, équipement, installation) en vue d'un démarrage rapide des activités	Immédiat	RC3	14/01/2013	Fait
Donner un appui méthodologique à IO pour la mise en œuvre des activités de développement	Immédiat	RC3 (RC1/RC2)	24/01/2013	Une formation a été donnée aux agents de IO sur les objectifs, les résultats attendus et la stratégie d'intervention du PADER-G. L'accompagnement de cette équipe se poursuit sous forme d'appui-conseil en fonction des situations rencontrées sur le terrain
Poursuivre les discussions avec le Projet de renforcement des capacités commerciales (PRCC) de la filière Gomme arabique (AFD) et le PAFGA (UE) en vue d'une collaboration pour l'appui aux microprojets des OP	Dès janvier 2013	RC3 (RC2)		Les discussions se poursuivent. A date, le PADER-G attend toujours le rapport d'évaluation du PAFGA et le rapport de conception final du PRCC
Développer des synergies avec les autres intervenants en vue de l'harmonisation des appuis aux OP (PAFIT/FENU, PROMIFIT/BID, PAPAT/BM...)	Dès janvier 2013	RC3 (RC2/IO)	21/05/2013	Le RC2 et RC3 ont identifié les intervenants dans le domaine de la micro-finance au Guéra. Une rencontre a eu lieu avec ceux-ci le 21/05/2013 pour jeter les bases d'un cadre de concertation formel

Créer un prix annuel de la meilleure OP dans chaque Département du Guéra (dès la première génération de microprojets)	2013	RC3 (RC2)		Le RC3 définira toutes les étapes du déroulement du concours (documents méthodologiques)
Recommandations relatives à la Composante 4 Volet coordination				
Mettre en place et formaliser les dispositifs de contrôle des opérations de planification, mise en œuvre, suivi/évaluation des opérateurs d'appui et des responsables de composantes	Immédiat	Coordonnateur	27/12/2012	une base de données de suivi des prestations des opérateurs a été conçu sur ACCES celle-ci sera fondu dans l'application de SSE. Concernant l'équipe technique placée sous la responsabilité directe du Coordonnateur, un plan de suivi des performances est en élaboration.
Définir pour l'assurance maladie un plafond annuel par agent pour couvrir les soins de santé des agents à hauteur de 80% des dépenses effectuées et à concurrence du plafond défini	31/12/2012	Coordonnateur (RAF)	11/02/2013	Fait
Négocier avec le CIDR un amendement au contrat en vue de virer l'avance de démarrage se fasse sur un seul compte bancaire	31/12/2012	Coordonnateur (RAF)	24/12/2012	Fait
Adresser une requête motivée au FIDA pour le recrutement par l'UCGP des animateurs IEC comme prestataires de services	31/12/2012	Coordonnateur	0/01/2013	Fait
Recommandations relatives à la composante 4 volet suivi évaluation				
Valider le manuel de suivi-évaluation et les outils associés	31/12/2012	RSE	14/01/2013	Fait
Validation des résultats et le rapport de l'enquête SYGRI	31/12/2012	RSE	14/01/2013	Fait
Développer le guide pour le ciblage nominatif expérimental dans 20 villages	31/03/2013	RSE		les contacts ont été noués avec le Projet frère du Niger en vue d'un voyage d'apprentissage sur les méthodes et les techniques de ciblage. Un Draf de guide est en élaboration.
Développer un canevas pour l'élaboration des rapports périodiques afin d'en faciliter l'exploitation	31/12/2012	RSE	02/01/2013	Fait
Mettre en place un dispositif de contrôle et de suivi de la qualité des prestations des Opérateurs	31/12/2012	RSE (RC1/RC2/RC3)	15/04/2013	La base de données pour le suivi des prestations est achevée et opérationnelle. Celle-ci sera fondue à l'application SSE. Les réunions de 45 jours (planification et évaluation) sont régulièrement organisées. Il se tient également des réunions trimestrielles d'avancement des conventions entre le RSE, les chefs de composante et les opérateurs
Développer une application informatique sous environnement Web répondant aux exigences du SSE mis en place	31/03/2013	RSE	20/04/2013	Le processus d'informatisation a été amorcé le 20/05/2013. Le système et le site web du PADER-G sont déjà sur internet. Les tests et la saisie des données ont commencé.
Commencer la collecte des données dès le démarrage des activités par les opérateurs et prévoir le transfert une fois que l'application sera achevée	janv-13	RSE (A/SE)	20/01/2013	Des fiches ont été conçues et déposées auprès des opérateurs. Un classeur d'archivage de ces fiches existe à la cellule SE.

Mettre en place un dispositif d'assistance technique au moins durant la première année d'opérationnalisation du SSE	janv-13	Coordonnateur	20/04/2013	le dispositif d'assistance technique est prévu dans le contrat de prestation signé avec le consultant en charge de l'informatisation du SSE
Recommandations au regard de la composante 4 Volet gestion				
Effectuer les corrections nécessaires dans le Manuel de procédures avant sa présentation au CP	31/12/2012	Coordonnateur (RAF)	14/01/2013	Fait
Assurer avec plus de rigueur et de régularité les contrôles prévus par le Manuel de procédures en matière de comptabilisation des transactions financières et de gestion de la trésorerie	Permanent	RAF (Coordonnateur)	10/12/2012	Fait
Revoir les imputations déjà effectuées pour distinguer l'enregistrement des subventions d'exploitation des subventions d'investissement (classe 1 et 7)	31/12/2012	RAF (Comptable A/Compt. Melfi)	16/03/2013	La révision des imputations est effective avec la mission du consultant informaticien de mars 2013
Régulariser pour toutes les liasses de dépenses, la fiche d'imputation comptable, analytique et budgétaire (avant saisie dans la base de données).	31/12/2012	RAF (Comptable A/Compt. Melfi)		la régularisation sera bouclée avant le démarrage de la mission d'audit des comptes de l'exercice 2012.
Effectuer les corrections nécessaires afin que les informations de la comptabilité du PADER-G puissent être rapprochées aux décaissements effectués par le FIDA et l'Etat	31/12/2012	RAF	10/12/2012	Fait
Préciser sur les relevés de dépenses le taux de répartition Prêt/Don et ne plus transmettre en double les relevés de dépenses dans les DRF.	28/02/2013	RAF (Coordonnateur)	16/03/2013	Le taux de répartition Prêt/Don en double sur les DRF a été revue et corrigé lors de la mission de l'informaticien chargé du paramétrage de TOMPRO du mois de mars.
Recommandations au regard des aspects financiers				
Revoir le plan comptable et le paramétrage du module comptabilité (notamment la Balance Générale des comptes) afin que la structure de la comptabilité réponde mieux aux normes de la comptabilité du PADER-G.	31/12/2012	RAF (Consultant expert TOMPRO)	S.O	fait
Clarifier les ressources en moins dans le CD et régulariser le préfinancement opéré depuis des ressources FIDA pour financer les taxes sur les dépenses de fonctionnement.	31/12/2012	RAF (Comptable)	20/12/2012	fait
Obtenir des fournisseurs et prestataires de services de présenter distinctement sur leur facture - hormis celles liées à la catégorie fonctionnement - le montant HT, la TVA et autres taxes, le montant TTC.	Immédiat	Coordonnateur (RAF)	10/12/2012	fait
Recommandations au regard de la passation des marchés				
Accélérer la finalisation du recrutement du RPM/PADER-G par la signature de son contrat	15/12/2012	Coordonnateur(MAI)	19/12/2012	Fait
Mettre à jour le PPM en intégrant toutes les activités de PM programmées et réalisées, avec indication des dates réalisées et le transmettre chaque trimestre au FIDA	20/12/2012	RPM (RAF)	27/12/2012	Fait

Revoir d'urgence et de façon systématique l'archivage des dossiers de passation des marchés afin de faciliter la traçabilité du processus et les contrôles à l'occasion des missions d'audits et/ou supervision ou revue à posteriori	31/12/2012	RPM (RAF)	25/02/2013	Fait
Intégrer au registre des contrats toutes les activités réalisées en termes de marchés par ordre chronologique et par catégorie selon le modèle FIDA	20/12/2012	RPM (RAF)	11/02/2013	Fait
Intégrer au PPM 2013 toutes les activités programmées dans le PPM 2012 dont le processus n'est pas achevé	20/12/2012	RPM (RAF)	11/02/2013	Fait
Recommandations au regard de la communication, de la gestion des savoirs et de la capitalisation				
Elaborer une stratégie Genre et Ciblage avec l'appui du FIDA	15/02/2013	RIEC/GENRE		Une première mission de la coordinatrice genre et renforcement des capacités des OP a eu lieu du 23/04 au 02/05/2013. Le rapport de cette mission est attendu.
Elaborer une stratégie IEC adaptée aux réalités de la zone et avant le déploiement des opérateurs sur le terrain	15/02/2013	RIEC/GENRE		L'UGCP en accord avec le FIDA identifiera un consultant qui se chargera de l'élaboration de la stratégie IEC du PADER-G.
Prendre en compte la capitalisation et la gestion des savoirs dans les PTBA et y mettre les moyens	31/12/2012	Coordonnateur (UGCP)	27/12/2012	Fait
Impliquer les opérateurs IO et CIDR dans la capitalisation, l'identification des porteurs d'innovations, et l'accompagnement dans le repérage et la diffusion des savoirs	Permanent	RIEC/GENRE		A l'issue de la formation des cadres sur la capitalisation une restitution sera organisée avec les opérateurs. A l'issue de celle-ci un plan d'action de capitalisation de deux expériences phares du PADER-G sera élaboré.

Annexe 2 : Reconstitution du Compte Désigné

1.	MONTANT AVANCE PAR LE FIDA	FCFA	600 000 000,00
2.	MOINS MONTANT INITIAL RECOUVRE PAR LE FIDA	FCFA	0,00
3.	EGAL ENCOURS ACTUEL DE LA SOMME AVANCEE COMPTE SPECIAL (1-3)	FCFA	600 000 000,00
4.	SOLDE DU COMPTE DESIGNE A LA COMMERCIAL BANK TCHAD EN DATE DU 31/05/2013 SELON RELEVÉ CI-JOINT	FCFA	263 014 195,00
5.	PLUS SOLDE DU COMPTE DES OPERATIONS A LA DATE DU 31/05/2013	FCFA	28 277 194,00
	PLUS SOLDE DE CAISSE A LA DATE DU 31/05/2013	FCFA	9 098 582,00
	Soust-total de 5.		37 375 776,00
	TOTAL DU COMPTE SPECIAL, COMPTES DES OPERATIONS ET CAISSE(4+5)	FCFA	300 389 971,00
6.	PLUS MONTANT DES DEPENSES ADMISSIBLES JUSTIFIEES DANS LA DEMANDE JOINTE SOUS LE NUMERO DRF n°	FCFA	0,00
7.	PLUS MONTANT PAYE DU COMPTE DESIGNE, COMPTE DES OPERATIONS ET CAISSE MAIS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ DEMANDES RAISON : Montant admissible pour lequel la DRF n'a été préparée	FCFA	69 451 721,00
	CD 31/05/2013 43 683 308,00		
	CO 31/05/2013 16 364 486,00		
	CM 31/05/2013 9 403 927,00		
8.	PLUS MONTANT DES DEPENSES DÉJÀ DEMANDES MAIS PAS ENCORE CREDITE A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDE APRES LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE	FCFA	0,00
	<u>DRF N°</u> <u>DATE</u> <u>MONTANT</u>		
	11 29/05/2013 227 246 995,00		
	TOTAL DES DEPENSES PRECEDENTES PAS ENCORE CREDITEES	FCFA	227 246 995,00
9.	MOINS INTERETS GAGNES CREDITES AU COMPTES	FCFA	0,00
10.	EGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE (n°4. à 9.)	FCFA	597 088 687,00
	TOTAL DE L'ECART	FCFA	2 911 313,00
11.	EXPLICATION DE TOUT ECART ENTRE LES TOTAUX INDIQUES AUX LIGNES 3 ET 10 CI- DESSUS		
	Préfinancement de la TVA (18%) sur le compte désigné non retenu par le FIDA		3 303 437,00
	Transfert solde du compte d'avance autorisée au compte désigné non retenu par le FIDA		-568 568,00
	Ecart injustifié		176 444,00

Annexe 3 : Rapport détaillé sur le Gestion Financière

Évaluation d'Ensemble de l'Exécution du PADER-G

En ce qui concerne la gestion administrative et financière, la mission note une **amélioration de la gestion interne du Programme** avec la mise en place et l'utilisation d'outils de gestion permettant d'informer et suivre l'exécution financière par catégorie et par composante du Programme. Mais les limites constatées dans le contrôle des opérations comptables et la comptabilisation des engagements et des créances bailleurs, nécessitent des efforts supplémentaires de la part de l'UCGP, surtout dans le respect de la périodicité définies pour les activités de contrôle interne.

Le PADER-G a mobilisé auprès du FIDA et de l'Etat un montant global de 3,293 millions USD, soit un taux de mobilisation des ressources du Programme de 17%. Respectivement, les ressources du Prêt/Don FIDA, et de l'Etat ont été mobilisées à hauteur de 15% (2,617 millions USD) et 27% (676.000 USD). Le cumul des dépenses du Programme (FIDA, et Etat) est estimé à 1,292 milliards FCFA (environ 2,566 millions USD), soit un taux d'exécution financière global du Programme estimé à 12,88%. L'exécution financière sur les ressources FIDA et Etat est respectivement de 11,82% et 20,20%. En prenant en compte des paiements escomptés sur les engagements en cours et les contrats sur les marchés dont le processus de passation serait finalisé d'ici fin septembre 2013, le taux d'exécution financière sur le financement FIDA pourrait atteindre 21% d'ici fin décembre 2013. Consécutivement, et dans cette perspective, le taux d'exécution à date du PTBA 2013 qui est de 22% passerait à 62%.

Il importe de rappeler que 72% des ressources du financement FIDA du PADER-G est directement et/ou indirectement (investissements à effectuer par l'UCGP au profit des groupes cibles, après les activités de renforcement de capacités des opérateurs) à l'intervention des opérateurs.

État d'Avancement de l'Exécution du PADER-G

Composante C : Coordination et Gestion du Programme

Gestion des Ressources Humaines. Les contrats et les dossiers du personnel du Programme sont à jour. La mission a rappelé à l'UCGP que le plan de Formation du personnel doit être en lien avec les résultats de l'Evaluation des performances. Spécifiquement au personnel du Service Financier, la mission a constaté une forte charge de travail sur le comptable (qui va s'accroître avec le développement des activités de l'UCGP et des opérateurs sur le terrain) avec le retraitement des informations de la comptabilité de l'antenne de Melfi en vue de la consolidation de la comptabilité du PADER-G, gestion de la logistique et du carburant de l'UCGP, classement et archivage des données comptables. De plus, la gestion entière de la caisse de menue dépense par le comptable (prépare et effectue les paiements) et l'implication du RAF dans les opérations de saisie des pièces comptables dans la base de données militent pour le recrutement d'un Assistant Comptable qui aura en particulier la charge d'assurer: (a) les propositions d'écritures sur les fiches d'imputations comptables ; (b) la gestion de la logistique et du carburant ; (b) la tenue des caisses et du brouillard de caisse FIDA et Etat ; (c) le classement et l'archivage des données comptables et des dossiers de DRF/DPD.

La mission a par ailleurs noté sur la base des informations disponibles en fin mai 2013, un montant de : (a) 3,619 millions FCFA dû à la CNSS au titre des cotisations sociales des agents du Programme et ; (b) 2,547 millions FCFA à apurer au titre de l'impôt prélevé sur les revenus. La situation de l'assurance maladie a été régularisée conformément à la recommandation de la mission de décembre 2012.

Comptabilité du Programme : La mission félicite l'équipe du SAF pour la mise à jour de la comptabilité jusqu'au 31/05/2013. Elle relève avec satisfaction (à partir de l'échantillon analysé) que : les fiches d'imputation sont systématiquement renseignées sur les pièces de dépenses, les pièces justificatives de dépenses sont disponibles et exhaustives. Il importe toutefois, d'éditer et archiver mensuellement les situations intermédiaires comptables définies dans le manuel de procédures. Toutefois la mission note que l'application des schémas de comptabilisation des transactions financières n'est pas encore suffisante au regard des dispositions du manuel de procédures et ne trace pas le processus de mobilisation des subventions des bailleurs. En effet, l'analyse de la Balance Générale des comptes montre des erreurs dans les comptes « Subventions » et « Bailleur/avance débiteur & créateur » (Etat et FIDA).

Le choix du Programme étant de comptabiliser les charges d'exploitation par exercice, leur immobilisation et leur transfert à l'actif en fin d'exercice, la mission réitère la recommandation de la supervision de novembre 2012, à savoir, la comptabilisation séparée des subventions d'investissement et d'exploitation, afin de se conformer aux normes/principes de comptabilisation établies pour les Programmes de développement.

Relativement au logiciel de Gestion financière, la mission note que globalement une bonne maîtrise des modules comptabilité, suivi des marchés, gestion des immobilisations et gestion budgétaire (corriger le montant du budget qui est de 1.921 millions FCFA au lieu de 2.032 millions FCFA). Toutefois, il importe de revoir le paramétrage du module Etats Financiers (Bilan et Tableau Emploi – Ressources) en tenant que les réajustements à effectuer sur les comptes Subventions et Avances Bailleurs.

La mission recommande de : (a) mettre en place dans la comptabilité, conformément au manuel de procédures, les comptes GVT-Avance créditeur et débiteur/FIDA afin d'assurer la traçabilité des préfinancements effectués à partir des Ressources de l'Etat et/ou des avances de fonds sur les ressources du FIDA et non encore régularisées sur les fonds de contrepartie ; (b) clarifier la situation du solde du compte « Fonds de dotation de l'Etat » qui à date ne correspond pas aux disponibilités dans les comptes de trésorerie Etat ; (c) clarifier la situation du compte « FIDA/Avance débiteur/Etat » qui ne correspond pas au préfinancement effectué sur les ressources du FIDA et en attente de régularisation ; (d) revoir les imputations comptables et le solde des comptes « Prêt/Don FIDA-dépenses à Régler » qui comporte des erreurs ; (e) revoir les imputations comptables et le solde des comptes « Etat-dépenses à Régler » et « Etat/subvention à affecter » qui comporte des erreurs ; (f) rapprocher les soldes des comptes « FIDA-subvention à demander » et « FIDA/dépenses à Régler » +FIDA/DRF à établir » ; (f) enregistrer dans la comptabilité le reliquat de l'avance de démarrage comme une « avance à recouvrer » (compte 452102).

Elaboration de DRF : Au 31/05/2013, la mission note que le Programme a établi 11 DRF/DPD (y inclut le dépôt initial) pour un montant de 1,567 milliards FCFA. La mission note qu'en 2013, 2 DRF et 2 DPD ont été transmises au FIDA. Il importe de mettre à jour le registre des DRF et corriger les montants décaissés sur les DRF 2 et DRF 2 bis. La mission a vérifié un échantillonnage des pièces justificatives, des dépenses présentées sur ECD dans les DRF 9 et 11 et n'a pas d'observations particulières. Elle a toutefois demandé que l'UCGP mette en place une commission de réception interne au projet pour la réception des petits équipements et fournitures et que la commission établisse systématiquement des procès-verbaux de réception des acquisitions, à joindre aux liasses de pièces justificatives. Il importe également de joindre aux pièces justificatives des paiements des entrepreneurs en charge des travaux de réfection (pour la DRF 11, catg 1), le rapport de l'Expert en charge du Contrôle/surveillance et systématiser dans les pièces justificatives des missions, les TDR de la mission et le rapport de mission (DRF 9).

Concernant les délais, la mission note qu'entre l'élaboration et la transmission de la DRF/DPD au FIDA, les délais varient de 1 à 6 jours (les délais de signature du Représentant de l'Emprunteur sont acceptable) et entre la transmission au FIDA et le paiement par le FIDA, les délais varient de 20 à 53 jours. Pour les 3 derniers DRF/DPD transmis par le Projet et payés par le FIDA, les délais varient de 20 à 30 jours (cf Annexe 4, analyse des délais de mobilisation ressources FIDA). Par ailleurs, sur la base des ressources disponibles dans le compte désigné au moment de l'élaboration des DRF 5,9 et 11 (varie entre 62% et 71% du dépôt initial), la mission ne relève pas de tension de trésorerie. Elle rappelle cependant à l'UCGP que le seuil pour établir une DRF est une consommation de 30% des ressources du dépôt initial (cf Annexe 5, situation des ressources du Compte désigné lors de l'élaboration des DRF).

Elle a globalement félicité l'UCGP pour la qualité des DRF transmises et suggéré au SAF, pour faciliter le traitement des DRF et éviter les oublis de pièces justificatives, pour les dépenses demandées en remboursement sur les formulaires 101, de présenter par dépense, une fiche récapitulant les pièces justificatives jointes. Il s'agira aussi de présenter les pièces justificatives après chaque feuille récapitulative 101, au lieu de les présenter en vrac dans la DRF.

Contrôle interne du Programme : La mission note que la mise en œuvre des recommandations de la mission de décembre 2012 a permis d'améliorer le contrôle interne au sein du Programme (contrôle de la conformité des données comptables avant la saisie , contrôle et mise à jour des carnets de bord des véhicules et du registre de carburant, mise à jour à la date du 31/05/2013 des rapprochements des comptes bancaires et arrêtés de caisse, respect des processus d'engagement/paiement des dépenses respectent les procédures du manuel). Toutefois, l'analyse mensuelle de la cohérence des comptes du

Bilan demeure encore insuffisante et expliquerait les erreurs de comptabilisation constatées dans les Etats Financiers 2012 en plus d'une maîtrise insuffisante des schémas de comptabilisation.

La mission a insisté auprès du SAF afin que les rapprochements bancaires soit établis à la fin de chaque mois ; il en est de même pour la reconstitution du Compte désigné Prêt/Don FIDA (qui doit informer le Management sur la Trésorerie disponible et les ressources mobilisables dans le Court Terme). Il importe également de revoir les BC et les Ordres de Paiement (OP) de l'antenne de Melfi afin d'indiquer les deux responsables fiduciaires (Gestionnaire-comptable et chef d'antenne) en lieu et place du RAF et du Coordonnateur.

Concernant la gestion de la petite caisse de Mongo, la mission rappelle à l'UCGP que le plafond autorisé par le manuel de procédures est de 300.000 FCFA (au 31/05/2013, l'encours de la caisse de Mongo est de 4,9 millions FCFA) et le seuil de réapprovisionnement autorisé est de 150.000 FCFA (la moyenne des réapprovisionnements entre mars-mai 2013 est 1 millions FCFA) et que les réapprovisionnements de la caisse de menue dépenses doivent être précédés d'arrêt de caisse.

Mise à disposition de Fonds aux Partenaires : La mission relève, sur la base des états financiers transmis par les Opérateurs, que les dépenses des opérateurs CIDR et OXFAM en fin mai 2013 se chiffrent respectivement à 103 millions FCFA et 106 millions FCFA alors que les avances décaissées en décembre 2012 en leur faveur s'élèvent à 88 millions FCFA pour OXFAM et 98 millions FCFA pour CIDR. Les opérateurs n'ont plus mobilisées de nouvelles ressources alors que les conventions prévoyaient un réapprovisionnement des opérateurs après justification de 50% des avances reçues. La mission a rappelé à l'UGP que les opérateurs doivent soumettre avec le rapport financier, les pièces de dépenses des avances de fonds afin que l'UGP se prononce sur la recevabilité des dépenses effectuées.

La mission note une proposition de plan d'activités budgétisé pour le 2nd semestre 2013, évalué à 286 millions FCFA pour OXFAM et 142 millions FCFA pour CIDR. L'analyse des plans d'activités montre que 90% des activités prévus au bénéfice des groupes cibles dans les conventions ont été programmées sur la période juin-décembre 2012. La mission a attiré l'attention de l'UGP et des opérateurs sur le fait que les délais de mobilisation des ressources (liés à l'analyse des pièces justificatives par l'UGP, le temps d'élaboration de la DPD et les délais de signature au niveau de l'Emprunteur, le délai de traitement incompressible du FIDA estimé à 15 jours) pourraient être une contrainte majeure pour mobiliser entièrement le budget du plan d'activité du 2nd semestre et par conséquent, limiter les résultats attendus des activités de terrain des deux opérateurs (avant fin décembre 2013).

Matériels Roulants: Concernant son parc automobile, le Programme a fait l'acquisition de 9 véhicules et de 32 motos. 3 véhicules et 22 motos ont été affectés aux Opérateurs et 6 véhicules et 5 motos ont été affectés au fonctionnement de l'UGP (Mongo et Melfi). La revue a constaté que : (a) 5 motos sont en attente d'affectation ; et (b) les véhicules sont dotés d'un carnet de bord (mis à jour) pour le suivi des consommations de carburant, des entretiens et des réparations.

Gestion des immobilisations : Relativement à la gestion de son patrimoine, la mission a demandé à l'UGP que les opérations d'inventaire 2012 fasse l'objet d'un procès-verbal dûment signé par tous les membres de l'équipe chargée de l'inventaire. Le procès – verbal devrait distinguer le matériel et les équipements reçus du PSANGII et ceux nouvellement acquis sur les ressources du PADER-G.

Actions convenues	Responsables	Date limite
Recruter un Assistant Comptable au niveau de Mongo, ayant une expérience de la comptabilité de Programme de développement	UCGP	30/10/2013
procéder au reversement des retenues fiscales et sociales sur salaires et de veiller à l'avenir à payer de façon régulière les sommes dues	UCGP	30/06/2013
corriger les erreurs de comptabilisation et d'imputation dans la BB de la comptabilité, notamment sur les comptes de créances Bailleurs et les comptes d'avances Bailleurs	UCGP	Immédiat
effectuer une formation en interne pour le Comptable et l'Assistant comptable à recruter sur les schémas de comptabilisation et le contrôle interne sur les équilibres comptables tel stipulé dans le manuel de procédures	UCGP	30/10/2013
revoir à nouveau avec l'appui du Comptable du PROHYPA le paramétrage du logiciel (établissement des EF, ajouts des comptes de préfinancements sur les fonds de CP)	UCGP	Immédiat
au vu des dépenses à effectuer sur le CD (cf. paragraphe 7, Aspects Fiduciaires), de planifier l'élaboration des DRF en relation avec le plan de trésorerie du Programme	UCGP	Immédiat
Effectuer mensuellement l'analyse mensuelle de la cohérence des comptes du Bilan afin de corriger éventuellement sur les erreurs sur les comptes de « Subventions »	UCGP	Permanent
d'effectuer semestriellement des missions de contrôle interne auprès de l'Antenne dont les TDR couvriront l'ensemble de la gestion administrative et fiduciaire de l'Antenne	UCGP	Permanent
Analyser la faisabilité dans le temps (en prenant en compte l'incidence de la saison des pluies sur la mobilité des animateurs et la disponibilité des groupes cibles) des programme d'activités sur la période juin-décembre 2013 des Opérateurs et éventuellement, amender les conventions pour tenir compte du redimensionnement du programme d'activités	UCGP	31/07/2013
revoir dans le cadre de l'amendement des conventions, la clause relative à la mise à disposition des fonds aux opérateurs, afin de permettre au programme de décaisser le budget du programme d'activités du 2nd semestre des opérateurs dans sa totalité si l'avance initiale est justifiée à plus de 50% et aussi, sous réserve que la caution de l'avance initiale soit transformée en caution de garantie couvrant le remboursement des dépenses rejetées par le Programme	UCGP	31/07/2013
mettre à jour le tableau des immobilisations avec les nouvelles acquisitions en 2013 (en particulier les véhicules) et procéder au codage et à l'étiquetage conformément aux procédures décrites par le Manuel de Procédures	UCGP	31/07/2013

Aspects Fiduciaires

Mobilisation des ressources financière du Programme⁵. Le coût global hors bénéficiaire est de 19,930 millions USD, dont 17,401 millions USD du FIDA (87%) et 2,529 millions USD de l'Etat (13%). Le PADER-G a mobilisé auprès du FIDA et de l'Etat un montant global de 3,293 millions USD, soit un taux de mobilisation des ressources du Programme de 17%. Respectivement, les ressources du Prêt/Don FIDA, et de l'Etat ont été mobilisées à hauteur de 15% (2,617 millions USD) et 27% (676.000 USD). (Appendice 6A).

Réalisations financières cumulées du Programme⁶. Le cumul des réalisations financières du Programme (FIDA, et Etat) est estimé à 1,292 milliards FCFA (environ 2,566 millions USD), soit un taux d'exécution financière global du Programme estimé à 12,88% (Appendice 6B). Les dépenses du PADER-G sur le financement FIDA s'élèvent à 1,037 milliards FCFA (environ 2,056 millions USD) et se répartissent comme suit par composante : 0,20% sur la composante « Infrastructures de Base » ; 14,87% sur la composante « Amélioration à l'accès aux services financiers » ; 13,47% sur la composante « Renforcement des Capacités des OP à la Base et leurs Représentations », et 71,45% sur la composante Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation. Les dépenses sur les ressources de l'Etat sont estimées à 255 millions FCFA (environ 511.000 USD) concernent, conformément à l'accord de financement à la prise en charge des taxes. Ces dépenses incluent également le salaire du personnel d'appui et les dépenses de fonctionnement du Bureau de Liaison à Ndjamena, non éligibles sur le financement FIDA. Concernant les taxes, la mission relève 205 millions FCFA de taxes concédées sur divers marchés de travaux, biens & services, 11,769 millions FCFA de TVA à payer sur les fonds de contrepartie et 38 millions FCFA de dépenses de fonctionnement payées sur les fonds de CP.

Paiements escomptés sur le financement FIDA avant le 31/12/2013. Afin d'estimer les réalisations financières prévisionnelles du Programme sur le financement FIDA avant fin décembre 2013, la mission a évalué les paiements escomptés sur les engagements en cours (en tenant compte du niveau de réalisation physique) et sur les marchés dont le processus de passation serait finalisé d'ici fin septembre 2013. Le montant des paiements est estimé à 792 millions FCFA (environ 1,584 millions USD). Ces paiements attendus avant fin décembre 2013 se structurent comme suit : (a) reliquat sur contrats (essentiellement les retenues de garantie à solder) et paiement sur contrats en cours d'exécution (construction de deux caisses urbaines) pour un montant de 117,421 millions FCFA ; (b) les décaissements à effectuer sur les contrats des opérateurs CIDR et OXFAM pour un montant de 428 millions FCFA ; (c) marchés dont le processus de passation est en cours, essentiellement la construction de 19 magasins, l'extension de 3 caisses et l'acquisition de groupes électrogènes et coffre-fort. Les décaissements prévus d'ici fin décembre 2013 ont été estimés à 246, 679 millions FCFA. La mission note par conséquent que les réalisations financières du Programme sur le financement FIDA pourraient atteindre 1,829 milliards FCFA (environ 3,640 USD), soit un taux d'exécution financière de 21% d'ici fin décembre 2013.

Réalisations financières sur le PTBA 2013. Au 31/05/2013, le taux de réalisation financière du PTBA 2013 est de 22% tous financements confondus. Le taux d'exécution financière par composante par rapport aux prévisions budgétaires est le suivant : 6% sur la composante « Infrastructures de Base » ; 0,15% sur la composante « Amélioration à l'accès aux services financiers » ; 0,35% sur la composante « Renforcement des Capacités des OP à la Base et leurs Représentations », et 40% sur la composante Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation. Le taux d'exécution financière attendu du PTBA 2013 d'ici le 31/12/2013 est de 62%. Pour rappel, le taux d'exécution financière du PTBA 2012 se situait à 43% au 31/12/2012.

Décaissement du Prêt/Don FIDA. Au 31.05.2013, les décaissements effectués sur les ressources du Prêt/Don FIDA (en prenant en compte le dépôt initial) s'élèvent à 1.714.734 DTS (2,617 millions USD) sur un montant alloué de 11,100 millions DTS, soit un taux de décaissement de 15,44%. En prenant en compte les montants à payer sur la DRF n°11 (445.656 USD) en cours de signature au

⁵ L'estimation en USD des dépenses sur les ressources de l'Etat a été établie sur la base d'un taux moyen de 500 FCFA = 1USD depuis le démarrage du Programme

⁶ L'estimation en USD des dépenses du Programme non remboursé par le FIDA a été faite sur la base de 1USD =509 FCFA (taux de change au 15/03/2013).

niveau du Représentant de l'Emprunteur et des dépenses éligibles en remboursement sur le Prêt/Don FIDA (136.202 USD), le montant total des décaissements prévisionnels sur les ressources du FIDA se chiffrent à 2.105.152 DTS (environ 3,199 millions USD), soit un taux de décaissement prévisionnel de 19% avant fin septembre 2013 (Appendice 6C).

Reconstitution du Compte Désigné FIDA : Au 31.05.2013, sur un dépôt initial de 600 millions FCFA, les disponibilités sur le CD représentent 50% du dépôt initial et les dépenses éligibles en DRF représentent 11,57%. Il s'agit des dépenses couvrant la période avril-mai 2013 (69 millions FCFA). La mission relève : (a) des ressources en trop dans le CD (568.568 FCFA) correspondant au reliquat de l'avance de démarrage non justifiée par le Programme ; (b) un préfinancement de taxes sur les ressources du CD estimé par l'UGP à 3,303 millions FCFA, (à régulariser sur les fonds de Contrepartie lors de la préparation de la prochaine DRF) ; (c) un écart injustifié de trop de ressources ou dépenses non comptabilisé pour un montant de 176.444 FCFA. Il importe par conséquent de clarifier la situation de l'écart injustifié.

Fonds de Contrepartie⁷. Les disponibilités en banque se chiffrent à 296 millions FCFA (environ 592.580 USD) au 31/05/2013. La mission note une inscription à hauteur de 150 millions FCFA sur le Budget de l'Etat, au titre de l'exercice 2013. Les prévisions dépenses sur le financement de l'Etat dans le PTBA 2013 ont été estimées à 225 millions FCFA, soit 11% du PTBA 2013. La mission prend note que le salaire des 4 gardiens de l'UGCP, les salaires du gardien et du planton et les charges de fonctionnement du Bureau de Liaison de Ndjamena et aussi, les charges salariales de l'opérateur radio sont payés sur les fonds de contrepartie. De plus l'acquisition des équipements de la case de passage de Mangalmé et Bitkine, les travaux de carrelage du siège de l'UGP et les arriérés de salaires ont été payés sur les fonds de contrepartie.

Respects des dispositions de l'accord de financement. Dans l'ensemble, les dispositions de l'accord de financement sont respectées.

Audit des comptes. Le PADER-G a signé un contrat avec le Cabinet N'Consulting pour l'audit des comptes 2012 du Programme. Les TDR de l'auditeur ont été non objecté par CFS et les travaux d'audit ont démarré le 10/06/2013. Le rapport provisoire est attendu le 20/06/2013. La mission a appelé à l'UGP de transmettre également au FIDA, ses observations sur le rapport provisoire de l'auditeur.

⁷ L'estimation en USD des dépenses sur les ressources de l'Etat a été établie sur la base d'un taux moyen de 500 FCFA = 1USD.

Dépenses du Programme sur Prêt FIDA par rapport au décaissement effectué sur LGS FIDA au 06 06 2013

			INFRASTRUCTURES DE BASE		AMELIORATION A L'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS		RENFORCEMENT DES CAPACITES DES OP A LA BASE ET LEUR REPRESENTATIONS		COORDINATION, GESTION ET SUIVI- EVALUATION		
Cat	TOTAL 000 FCFA		000 FCFA	Taux par rapport au total décaissé pour la composante	000 FCFA	Taux par rapport au total décaissé pour la composant e	000 FCFA	Taux par rapport au total décaissé pour la composant e	000 FCFA	Taux par rapport au total décaissé pour la composant e	TOTAL 000 USD
Génie Civil	1	91 518 311	472 000	41%	0	0%	0	0%	91 046 311	19%	184 975,58
Equipement, matériels & véhicules	2	252 180 700	0	0%	36 517 625	27%	43 370 387	32%	172 292 688	37%	491 173,51
Ateliers	3	21 713 970	0	0%	0	0%	0	0%	21 713 970	5%	43 191,24
Etudes et recherches	4	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0,00
Assistance technique internationale	5a	190 118 605	0	0%	98 245 300	73%	88 044 805	66%	3 828 500	1%	382 910,26
Assistance technique nationale	5b	35 038 923	0	0%	0	0%	0	0%	35 038 923	7%	70 173,13
Formation	6	37 285 997	0	0%	0	0%	0	0%	37 285 997	8%	75 122,59
Fonds d'appui au développement des micro Programmes	7a	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0,00
Fonds de mise en œuvre des sous composantes	7b	2 990 400	0	0%	0	0%	2 440 900	2%	549 500	0%	6 075,57
Coût du fonctionnement	8	37 491 725	690 000	59%	0	0%	0	0%	36 801 725	8%	75 173,92
Salaires & indemnités	9	72 220 156	0	0%	80 000	0%	0	0%	72 140 156	15%	145 431,10
TOTAL		740 558 787,000	1 162 000	0,16%	134 842 925	18,21%	133 856 092	18,08%	470 697 770	63,56%	1 474 226,900
Dépôt Initial Compte du Prêt FIDA											582
306.000.000											430,41
Dépôt Initial Compte du Don FIDA											559 590,01

294.000.000

Reliquat Avance de démarrage

568.568

1.128,57

Décaissement sur LGS FIDA au 06/06/2013	1.341.527.355									2.617.375,89
---	---------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--------------

Exécution Financière Cumulée sur le Prêt/don FIDA au 31/05/2013 (y inclut les dépenses non comptabilisées par le FIDA)

			INFRASTRUCTURES DE BASE		AMELIORATION A L'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS		REINFORCEMENT DES CAPACITES DES OP A LA BASE ET LEUR REPRESENTATIONS		COORDINATION, GESTION ET SUIVI- EVALUATION		TOTAL 000 USD
	Ca t	TOTAL 000 FCFA	000 FCFA	Taux par rapport au total décaissé pour la composan te	000 FCFA	Taux par rapport au total décaissé pour la composante	000 FCFA	Taux par rapport au total décaissé pour la composante	000 FCFA	Taux par rapport au total décaissé pour la composante	
Génie Civil	1	141 743 838	1 408 944	2%	24 500	0%	0	0%	140 310 394	153%	283 473,35
Equipement, matériels & véhicules	2	339 036 162	0	0%	55 928 449	22%	43 370 387	17%	239 737 326	95%	661 506,60
Ateliers	3	34 907 535	0	0%	0	0%	120 000	1%	34 787 535	160%	69 065,27
Etudes et recherches	4	479 290	0	0%	0	0%	0	0%	479 290	2%	939,94
Assistance technique internationale	5a	208 700 801	0	0%	98 245 300	452%	88 044 805	405%	22 410 696	103%	419 351,99
Assistance technique nationale	5b	37 987 173	0	0%	0	0%	0	0%	37 987 173	108%	75 954,97
Formation	6	57 481 061	0	0%	0	0%	0	0%	57 481 061	154%	114 727,33
Fonds d'appui au développement des micro projets	7a	314 800	0	0%	0	0%	0	0%	314 800	1%	617,36
Fonds de mise en œuvre des sous composantes	7b	8 726 975	0	0%	0	0%	8 177 475	9%	549 500	3%	17 325,62
Coût du fonctionnement	8	57 375 913	690 000	2%	0	0%	0	0%	56 685 913	151%	114 168,99
Salaires & indemnités	9	150 503 955	0	0%	80 000	0%	0	0%	150 423 955	208%	298 954,22
TOTAL		1 037 257 503	2 098 944	0,20%	154 278 249	14,87%	139 712 667	13,47%	741 167 643	71,45%	2 056 085,639

Exécution Financière sur les Ressources de la Contrepartie au 31/05/2013

Adju	Contrats/conventions	Comp 1	Comp 2	Comp 3	Comp 4
TAXES CONCEDEES SUR MARCHES DE TRAVAUX &BIENS&SERVICES					
MERIDIEN	Location salle lancement	-	-	-	1 006 780
CESI	Fourniture,Installation,paramétrage & formation sur le Logiciel TOMPRO	-	-	-	1 487 496
EGC	Travaux;construction case passage & mur antenne Melfi	-	-	-	2 891 926
EGC	Travaux;construction Bureau antenne Melfi	-	-	-	1 776 192
ESCORD	Travaux,réhabilitation et extension bureau de Mongo	-	-	-	2 114 624
SKY	BANDE PASSANTE	-	-	-	1 031 400
COMPUTER	Fourniture,matériels informatiques	-	392 905	517 905	965 510
SECADEV	Prestation de service assistance technique recrutement	-	-	-	195 300
CISSE	Consultance appui à l'élaboration Manuel SE	-	-	-	439 200
Philemon	Consultance appui à la réalisation de l'enquête SYGRI	-	-	-	140 400
CISSE	Consultance appui à l'élaboration Manuel SE	-	-	-	232 200
EGC	Travaux;construction case passage & mur antenne Melfi	-	-	-	2 198 108
EGC	Travaux;construction Bureau antenne Melfi	-	-	-	3 765 188
ESCORD	Travaux,réhabilitation et extension bureau de Mongo	-	-	-	3 630 569
CYCLO	Fournitures,motocyclettes	-	677 376	-	338 688
COMPUTER	Fourniture,matériels informatiques	-	1 120 680	2 241 360	3 362 040
Philemon	Consultance appui à la réalisation de l'enquête SYGRI	-	-	-	27 000
EBTZ	Fourniture,groupe électrogène	-	-	-	810 000
EBTZ	Fournitures mobiliers de bureau	-	-	-	892 350
CYCLO	Fournitures,motocyclettes	-	2 709 504	-	1 354 752
Philemon	Consultance appui à la réalisation de l'enquête SYGRI	-	-	-	108 000
CISSE	Consultance appui à l'élaboration Manuel SE	-	-	-	725 400
SECADEV	Prestation de service assistance technique recrutement	-	-	-	277 866
	TAV/Divers achats	-	-	-	11 769 184
	Acquisition 5 véhicules	-	-	-	24 539 795
EBTZ	Acquisition groupe électrogène	-	-	-	2 835 000
ESCORD	Réhabilitation extension	-	-	-	1 301 459
EGC	Construction bureau antenne	-	-	-	1 390 124
EGC	Construction case de passage & clôture antenne	-	-	-	1 362 575
EGC	Remblage cours antenne de Melfi	-	-	-	797 299
	Acquisition 4Véhicules	-	5 013 108	10 026 216	5 013 108
CISSE	Appui à l'élaboration du manuel SE	-	-	-	619 200
TCHOUA	Réalisation des enquêtes SYGRI	-	-	-	135 000

EBTZ	Fourniture du mobilier de bureau	-	-	-	3 480 165
EMCEB	Réhabilitation des magasins de Mangalmé	1 590 484	-	-	-
HACF	Réhabilitation des magasins	1 676 473	-	-	-
CESI	Fourniture de logiciel comptable	-	-	-	619 531
	Construction bureau antenne	-	-	-	525 600
koné	Appui à l'informatisation sse	-	-	-	250 556
Total contrats		3 266 957	9 913 573	12 785 481	84 409 585
IO	Convention avec IO			22 548 275	22 548 275
CIDR	Convention avec CIDR		25 160 621		25 160 621
Total Conventions		0	25160621,33	22 548 275	47 708 896
TAXES FACTUREES SUR DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
	taxes facturées sur dépenses de fonctionnement				11 769 184
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT RESSOURCES DE LA CONTREPARTIE					
	Dépenses de fonctionnement				37 893 295
Total général		3 266 957	35 074 194	35 333 756	181 780 960

Délai de mobilisation des ressources FIDA

Num DRF	Date d'élaboration DRF (A)	Date de Signature Emprunteur (B)	Date transmission FIDA - C-	Date paiement FIDA (D)	Date de valeur sur CS - E-	C-A	C-D	A-D
1	02/12/2011	06/12/2011	08/12/2011	15/12/2011	15/12/2012	6	7	13
2	10/05/2012	14/05/2012	15/05/2012	04/06/2012	04/06/2012	5	20	25
3	02/05/2012	05/07/2012	07/07/2012	26/11/2012	26/11/2012	5	141	210
4	28/09/2012	03/10/2012	04/10/2012	26/11/2012	26/11/2012	6	53	58
5	02/11/2012	06/11/2012	07/11/2012	17/12/2012	18/12/2012	4	40	45
6	03/12/2012	04/12/2012	04/12/2012	24/12/2012	Non communiquée	1	20	21
7	06/12/2012	07/12/2012	07/12/2012	24/12/2012	Non communiquée	1	20	18
8	02/01/2013	02/01/2013	03/01/2013	30/01/2013	Non communiquée	4	27	28
9	11/01/2013	14/01/2013	15/01/2013	14/02/2013	15/02/2013	4	30	35
10	28/01/2013	01/02/2013	02/02/2013	22/02/2013	Non communiquée	4	20	25
11	22/05/2013	29/05/2013	03/06/2013	Instance paiement	Instance paiement	12		

Situation des ressources du Compte Spécial lors de l'élaboration des DRF

Num DRF	Montant DRF	Situation compte avance autorisée	Situation compte spécial	Situation Caisses	% par rapport au dépôt initial
1	55 000 000,00	-	-		
2	545 000 000,00	-	-		
3	22 610 622,00	30 734 447,00	-		
4	32 130 865,00	951 169,00	-	-	
5	158 814 178,00		376 689 122,00	5 037 831,00	64%
9	170 460 135,00		418 174 054,00	7 632 759,00	71%
11	227 246 995,00		369 840 953,00	2 222 051,00	62%

